

Rapport de recherche
Projet 'Mémoires Audiovisuelles de la Migration Sénégalaise'

**Louga, Sénégal: Représentations autour
de la migration auprès d'une communauté d'origine.**

Jenny Maggi

Département de Sociologie
Faculté des Sciences Economiques et Sociales, Université de Genève

Dame Sarr

Unité Psychosociale et d'Intégration Culturelle
Organisation Mondiale pour les Migrations (OIM), Rome.

Novita Amadei

Unité Psychosociale et d'Intégration Culturelle
Organisation Mondiale pour les Migrations (OIM), Rome.

Avec la collaboration de

Sandro Cattacin (coordinateur du projet)

Département de Sociologie
Faculté des Sciences Economiques et Sociales, Université de Genève

Natale Losi

Unité Psychosociale et d'Intégration Culturelle
Organisation Mondiale pour les Migrations (OIM), Rome.

Paul de Guchteneire

Section Migrations Internationales et Politiques Multiculturelles, UNESCO, Paris.

Antoine Pécoud

Section Migrations Internationales et Politiques Multiculturelles, UNESCO, Paris.

Introduction	3
Contexte	5
Le Sénégal : de pays d’immigration à pays d’émigration	5
La crise socio-économique sénégalaise	6
Louga, les caractéristiques d’une région d’émigration	7
<i>Les activités agricoles et la pêche</i>	8
<i>Les autres secteurs d’activité</i>	9
<i>La culture et le réseau associatif</i>	10
<i>Louga, ‘Ville du Millénaire’</i>	10
Méthode	11
<i>Le concept interdisciplinaire de représentation</i>	11
<i>Une observation participante filmique basée sur la collaboration</i>	11
<i>Le quartier de Niang Bâ Mbodji, un terrain communautaire</i>	12
Représentations autour la migration	12
Le voyage, entre rêve et réalité	13
<i>Le voyage dans l’imaginaire collectif sénégalais</i>	13
<i>Les jeunes veulent partir</i>	13
<i>Les désavantages du visa d’entrée</i>	15
<i>La déception vis-à-vis de l’Etat</i>	16
L’agriculture et la pêche	17
<i>Les problématiques des paysans</i>	17
<i>Le plan REVA</i>	19
<i>La pêche</i>	20
Les femmes et la migration	21
<i>Mariage et migration</i>	21
<i>Les femmes des migrants</i>	21
<i>L’émergence de la migration féminine</i>	22
La question de l’éducation et de la fuite des cerveaux	24
<i>La migration tend à se substituer à l’éducation</i>	24
<i>La crise universitaire</i>	25
<i>La représentation de la fuite des cerveaux</i>	26
Migration et développement	27
<i>La contribution des migrants à l’entretien de la famille et les obstacles à l’épargne</i>	27
<i>La contribution des migrants au développement local et les obstacles à l’investissement productif</i>	28
<i>Les initiatives locales de co-développement</i>	29
L’Europe et l’Afrique	31
L’avenir du Sénégal	32
Conclusions	33
Bibliographie	37

*« Sénégal, tu es notre pirogue
Si on est dedans sans savoir
Quoi faire pour te faire avancer
Laisse-nous aller tous seuls ».*

Chanson populaire

Introduction

Sénégal dérive de Su-nu-gal, ‘notre pirogue’. Et en effet, les pirogues sont très nombreuses sur les côtes sénégalaises, colorées, dessinées avec des écritures sacrées, pour protéger les pêcheurs des aléas de la mer. Si elles ont pendant longtemps symbolisé la pêche, qui constitue, avec l’agriculture, l’une des principales ressources du Sénégal, de nos jours, les pirogues sénégalaises représentent, tant dans l’imaginaire collectif européen qu’africain, essentiellement les tentatives de migrer vers l’Europe¹. Depuis quelques années, les politiques européennes de plus en plus restrictives en matière de migration extracommunautaire, qui réduisent les possibilités de migrer légalement, et la complexité des causes à l’origine des migrations provenant d’Afrique sub-saharienne, conduisent en effet des milliers de jeunes (dont la moitié serait constituée de ressortissants sénégalais), à changer leurs stratégies migratoires et à emprunter la mer pour atteindre les rives des îles Canaries (Ba, 2007). Il s’agit là d’une migration qui prend des dimensions imprévisibles et parfois dramatiques, car si ce voyage comporte l’espoir d’améliorer les conditions de vie de familles et de communautés entières, il présente également nombreux risques et périls.

Ce phénomène est très présent dans l’imaginaire collectif aussi car constamment à la une des médias internationaux, qui s’attachent souvent à montrer les aspects les plus sensationnalistes et problématiques de ces migrations, comme le note également la CMMI². Les arrivées en pirogue de migrants sur les côtes espagnoles, les noyades en mer, les contrôles des frontières en hélicoptère de FRONTEX³, les expulsions et rapatriements, les événements de Ceuta et Melilla⁴, sont les uns parmi les aspects les plus couverts sur cette question, ce qui n’est pas sans conséquences sur l’opinion publique et les représentations concernant ces migrations. L’opinion publique européenne peut en effet être induite à réduire les migrations subsahariennes aux événements médiatisés, à craindre une ‘invasion massive’ de la ‘misère africaine’ (Traoré, 2008), et à oublier que ces migrations se composent également par des urbains bien formés (Sall, 2007). Ceci peut conduire à renforcer l’idée dans le débat sur les migrations internationales (Cattacin et Lavenex, 2001) que le droit à la mobilité (Pécoud et de Guchteneire, 2007), à la libre circulation entre les pays, ne peut qu’être réservé aux ressortissants des pays les plus riches, au détriment des citoyens des pays en voie de développement.

Ainsi, une telle médiatisation à caractère sensationnel, à laquelle se rajoute la tendance européenne vers des politiques sécuritaires en matière de migration, peuvent contribuer à donner lieu à ce qui a été qualifié de ‘rhétorique de la mise en péril’ (Hirschman, 1995), représentant ces migrants comme un danger autant en matière de protection sociale et de sécurité, qu’au niveau identitaire et culturel. Ces registres discursifs peuvent aller, à leur extrême, jusqu’à remettre en question le principe du multiculturalisme des sociétés d’accueil (Cattacin, 2003 ; Joppke et Morawska, 2003 ; Jacobs, 2004).

¹ Longtemps dirigées en majorité vers les pays africains, les migrations sénégalaises sont désormais dirigées principalement vers l’Europe. Si la France a constitué pendant nombreuses années, en raison des liens coloniaux, le principal pays de destination des Sénégalais, depuis l’introduction d’un visa d’entrée, dans les années ’80, l’Italie et l’Espagne sont devenus les principaux pays de destination.

² Commission Mondiale des Migrations Internationales, Rapport 2005.

³ Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures.

⁴ Le 29 septembre 2005, la communauté internationale découvrait la situation des migrants et demandeurs d’asile en transit au Maroc, après la mort d’au moins cinq personnes lors d’une tentative d’«attaque massive» des grillages de Ceuta, selon l’expression consacrée.

En effet, l'on assiste à une montée des inquiétudes de la part d'une fraction non négligeable de l'opinion publique européenne au sujet des nouveaux migrants, en particulier ceux qui sont originaires d'Afrique sub-saharienne, pouvant être perçus comme porteurs de cultures et valeurs trop différents pour nos sociétés (Riccio, 2007). Une telle lecture des migrations pose un défi qui met en lumière des questions complexes et sensibles touchant aussi à l'identité nationale et aux rapports entre groupes sociaux et culturels (Maggi, 2003), aspects qui peuvent avoir des répercussions importantes sur le débat public, et par là sur l'accueil et l'intégration de ces communautés migrantes, ainsi que sur le respect de leurs droits fondamentaux.

Mais aussi, ces registres discursifs peuvent induire à détourner l'attention, auprès de l'opinion publique, des apports bénéfiques de ces migrations, de plus en plus soulignés aussi par les instances internationales⁵ et gouvernementales, parmi lesquels figure au premier plan la contribution de migrants au développement de leur pays d'origine. En effet, s'ils ont été longtemps considérés comme peu productifs, les transferts de fonds des migrants sont désormais perçus comme un facteur essentiel du développement des pays d'origine (Wihtol de Wenden, 2007). D'après la Banque Mondiale, les envois de fonds des travailleurs migrants résidant dans les pays industrialisés vers les pays en développement ont plus que doublé au cours de la dernière décennie, passant de 102 milliards de dollars en 1995 à environ 232 milliards de dollars en 2005. Ce chiffre est à revoir à la hausse, étant donné qu'on estime qu'environ la moitié de ces transferts est envoyée de manière informelle (Tall, 2005). États d'accueil, organisations internationales et ONG multiplient leurs collaborations avec les pays de départ et avec les associations de la diaspora pour essayer de canaliser ces fonds et favoriser les investissements productifs et la création d'entreprises dans les pays de départ. Bien que des études et des actions supplémentaires soient nécessaires pour évaluer et pour canaliser l'utilité de ces transferts au niveau du développement effectif des pays d'origine, les migrants, grâce aussi aux transferts de savoir-faire acquis dans les pays d'accueil, commencent à être envisagés en tant qu'acteurs privilégiés du développement (Ndione et Broekhuis, 2006).

Dans un tel cadre, pour mieux informer le débat public et pour faciliter une lecture moins biaisée de ces migrations, les récents programmes développés à l'intérieur de l'OIM⁶ et de l'UNESCO⁷ visent à promouvoir de la recherche en sciences sociales qui puisse contribuer à éclaircir les dynamiques complexes des migrations africaines et le lien entre migration et développement. On s'accorde sur le fait qu'une telle recherche aurait avantage à prendre en compte aussi les représentations et les points de vue des migrants et de leurs communautés d'origine. Ces dernières sont en effet directement impliquées dans les problématiques sous examen, aussi en ce qui concerne leur perception subjective des retombées de la migration sur le développement.

Cette recherche, qui s'est focalisée sur le Sénégal, l'un des pays d'Afrique sub-saharienne à plus forte tradition migratoire, a été élaborée dans le prolongement de ces intentions. De nature interdisciplinaire, elle a été centrée sur l'analyse des représentations autour des dynamiques complexes de la migration (notamment ses causes et conséquences psycho-socio-culturelles et économiques, y compris le lien entre migration et développement) auprès d'une communauté de départ de la région de Louga⁸. Cette région agro-sylvo-pastorale à environ 200 kilomètres de Dakar, particulièrement frappée

⁵ Par exemple, le rapport de l'ONU de 2006, discuté par l'Assemblée des Nations Unies le 14 et 15 septembre 2006, révèle les effets bénéfiques des migrations autant pour les sociétés de départ (p. ex. transfert des fonds, de connaissances, de technologies) que pour les sociétés d'accueil (p. ex. solution aux pénuries de main d'œuvre, apport démographique, accroissement de la consommation, création d'entreprises, production culturelle).

⁶ Voir la création récente au Sénégal par l'OIM de Dakar et l'Institut de recherche pour le développement de l' 'Observatoire de la Migration Internationale d'Afrique de l'Ouest', qui vise à accompagner les négociations internationales au travers de la récolte et de la production de recherche sur les profils des migrants d'Afrique de l'Ouest, leur processus d'insertion dans les pays d'accueil, ainsi que leur participation au développement dans les régions d'origine (cf. OIM, 2005).

⁷ Voir la récente résolution de l'UNESCO qui définit la question des migrations africaines et du développement de l'Afrique de l'Ouest en tant que prioritaire dans les programmes de recherche et d'éducation promus par la Section Migrations Internationales et Politiques Multiculturelles, et qui requiert expressément le développement de proposition d'actions pour répondre à cette problématique (cf. Résolution 175 EX/53, UNESCO, 2006).

⁸ Notons que pour analyser la question des migrations sénégalaises selon une perspective qui considère et relie les espaces d'émigration et d'immigration et leur circularité, une deuxième partie de la recherche est prévue dans deux divers pays

par la sécheresse des dernières décennies, se caractérise par l'un des plus importants taux d'émigration vers l'Europe du pays. La recherche, basée sur une approche socio-ethnographique et sur l'observation participante, a comporté le recours aux méthodes audiovisuelles en sciences sociales (Maggi, 2006), issues de l'anthropologie visuelle et de la sociologie visuelle (Pink, 2001 ; Banks, 2001). Ainsi, un film documentaire de recherche⁹, accompagné par une publication écrite, retraçant le contexte de l'étude, la méthode ainsi qu'une analyse et une mise en perspective des résultats, ont été produits par cette étude.

L'avantage de l'approche filmique réside entre autres dans son potentiel au niveau de la diffusion et de la communication des résultats, aussi auprès d'un public de non-spécialistes. En effet, les propos recherchés sont de diffuser le film pour qu'il puisse être valorisé en tant que base de réflexion dans le débat public concernant ces questions (par exemple au travers de projections publiques avec débat, possible diffusion du film dans festivals et télévisions, autant en Europe qu'en Afrique), pour l'enrichir avec l'apport des points de vue des communautés d'origine. En plus d'une diffusion des résultats dans les milieux académiques et organisationnels, il est également prévu d'utiliser le film et la publication écrite en tant que matériel didactique dans le cadre de sensibilisations et formations au multiculturalisme et au dialogue interculturel.

Contexte

Le Sénégal : de pays d'immigration à pays d'émigration

Depuis près de deux décennies, le Sénégal a perdu son statut de pays d'immigration (provenant en majorité de pays limitrophes tels que la Guinée, le Mali, la Gambie, la Mauritanie et la Guinée-Bissau, mais aussi d'Europe et du Liban, cf. Fall, 2003) pour se transformer en pays d'émigration et en même temps, en pays de transit vers l'Europe pour les migrants de la sous-région ouest-africaine. Si les mobilités sénégalaises ont pendant longtemps concerné en majorité les pays Africains (par exemple la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Congo), en raison des crises sociopolitiques et économiques de ces pôles traditionnels d'accueil (Tall, 2002), comme l'indiquent les résultats de la 2^e Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (DPS, 2004) l'émigration sénégalaise vers l'Afrique diminue (44%), et simultanément elle augmente vers l'Europe (46%) et vers les Etats-Unis (8%). Comme déjà mentionné, les principaux pays européens de destinations sont actuellement l'Italie et l'Espagne. Bien qu'il soit difficile d'évaluer le chiffre exact des Sénégalais vivant à l'extérieur du pays, selon la dernière estimation du Ministre des Sénégalais de l'Extérieur (APS, 16/06/05), ils seraient actuellement entre 2 et 3 millions, pour une population sénégalaise qui s'élève à 12'400'000 en 2007.

La migration sénégalaise a d'abord été essentiellement une migration rurale, concernait des régions périphériques (vallée du fleuve Sénégal, Sénégal oriental et Casamance) et touchait les populations appartenant aux ethnies Soninké et Haalpulaar. Aujourd'hui, l'une de ses caractéristiques est qu'elle concerne surtout les Wolofs (l'ethnie dominante), autant les populations urbaines que rurales, les hommes mais aussi les femmes et autant les jeunes chômeurs que les cadres. L'émergence des migrations féminines, jusqu'à une période assez récente limitées essentiellement à une migration 'passive' dans le cadre du regroupement familial ou aux étudiantes, comprend de plus en plus des femmes 'actives' qui voyagent de manière autonome à la recherche d'un meilleur statut économique et social (Ndione et Broekhuis, 2006). D'après l'ESAM 2 (DPS, 2004), les femmes représentent le 16% des migrations récentes sénégalaises. Dès lors, la question des migrations et genre est au centre des intérêts au Sénégal, et fait l'objet de séminaires et de Forums¹⁰.

d'accueil, l'Italie et la Suisse, caractérisés par des contextes socioculturels et des politiques migratoires différents. Elle sera basée sur une analyse des parcours, des récits de vie, donc de la mémoire 'vivante' de migrants sénégalais, et aussi de leurs conditions de vie et de travail. L'attention sera également posée sur l'analyse des actions des associations de la diaspora, aussi au niveau de l'aide au développement.

⁹ 'Tukki bi' (Le voyage).

¹⁰ Cf. par exemple la 2^{ème} Edition du Forum Africain sur le Genre, 10-12 décembre 2007, Université Cheick Anta Diop, Dakar.

Par ailleurs, la fuite des cerveaux ou « brain drain » constitue de plus en plus une composante importante des migrations des Sénégalais. Si auparavant cette migration concernait des étudiants qui à la fin de leurs études préféraient rester dans leur pays d'accueil, de nos jours, la migration du capital humain qualifié prend une nouvelle tournure avec le départ d'infirmiers, enseignants, informaticiens et cadres formés au pays (Faye, Ba, Dieye, Dansoko, 2007). Comme déjà avancé, la migration clandestine s'est accélérée ces dernières années au Sénégal, aussi du fait des restrictions en matière de migration extracommunautaire, conduisant les jeunes à tenter par tous les moyens de rejoindre l'Europe via l'Espagne. La complexification des itinéraires migratoires, notamment le recours aux itinéraires maritimes à bord de pirogues, constitue en ce sens une adaptation des stratégies migratoires (Ba, 2007).

Une autre caractéristique actuelle est l'importante augmentation des transferts des migrants sénégalais, en particulier des transferts rapides -en raison de leur coût ils sont généralement utilisés pour répondre aux besoins urgents des familles- qui ont augmenté d'environ 70% entre 2000 et 2005 (BCEAO, 2006). Les transferts informels, dont il est difficile d'évaluer l'ampleur, restent cependant les moyens privilégiés des Sénégalais (Tall, 2005). Notons également que dans certaines régions, en particulier à Louga, Matam et Diourbel, plus de 2/3 des revenus des ménages sont constitués par l'argent des migrants (ESAM, 2004). Les transferts financiers des migrants exercent un effet stabilisateur sur le pays car ils augmentent dans les périodes de crise économique indépendamment du cycle économique du pays d'accueil (Faye, Ba et al, 2007). Les initiatives et les discussions concernant la contribution des transferts des migrants au développement du Sénégal s'intensifient au niveau associatif et gouvernemental, ce qui a abouti au niveau étatique à la récente création du Ministère des Sénégalais de l'Extérieur, chargé entre autres de contribuer à canaliser ses transferts.

Ces tendances migratoires internationales s'inscrivent dans un contexte socio-économique et environnemental fragile, marqué par un accroissement démographique important¹¹. Bien que les migrations ne soient pas, comme on le verra, exclusivement reproductibles à ces facteurs, un tel contexte pousse les individus à la mobilité dans l'espoir d'améliorer les conditions de vie de leurs familles et communautés. En effet, à l'instar de la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne, le Sénégal vit une crise socio-économique profonde.

La crise socio-économique sénégalaise

Les facteurs à l'origine de la crise socio-économique sénégalaise sont complexes et dépassent le cadre de cette étude. Cependant, nous pouvons brièvement retracer les aspects les plus saillants. Dans un pays où plus de 70% des habitants appartiennent à des familles agricoles au sens large, la crise du pays serait largement dépendante de la crise de la production agricole (Touré, 2002). Le colonisateur français a fait le choix pour le Sénégal de le spécialiser dans la monoculture de l'arachide pour ses besoins. Cela a permis au pays d'hériter, au lendemain des indépendances de 1960, d'infrastructures administratives, éducatives, sanitaires et de transport ainsi que d'un certain niveau d'industrialisation.

Cet héritage colonial basé sur la culture de l'arachide, qui a été poursuivie par l'état sénégalais post-indépendant, a eu des profonds désavantages. Les productions vivrières ont été sacrifiées au profit du développement des cultures de rente de l'arachide, en rendant le pays vulnérable parce que dépendant des prix pratiqués sur les marchés extérieurs ainsi que des importations alimentaires. Les importations de riz et de blé pour la consommation des populations ont augmenté, en diminuant l'autosuffisance alimentaire du pays. L'intensification des cultures de l'arachide s'est fait par un défrichage et une exploitation accélérée des terres agricoles, en déstabilisant les délicats équilibres qui étaient préservés par les systèmes traditionnels, ce qui a causé un appauvrissement des sols, donc un affaiblissement de la production nécessitant un apport de plus en plus important d'engrais et fertilisants. Les infrastructures ont été concentrées dans la capitale économique et dans le bassin arachidier, et dans une certaine mesure dans la vallée du fleuve Sénégal, faisant des autres zones des régions enclavées, plus ou moins abandonnées à l'agriculture de subsistance (sous pluie, dans une zone semi-aride). Les

¹¹ Environ 2,8% annuel.

aléas climatiques, notamment l'intensification de la sécheresse depuis les années '70, dont la responsabilité serait à attribuer au massif déboisement de l'Afrique de l'Ouest depuis le début du siècle, ont aggravé une situation déjà sensiblement perturbée par la mise en œuvre de la monoculture de l'arachide et des systèmes modernes d'agriculture (El-Hadji, von der Weld, Scialabba, 2001).

La fin des subventions de l'ex-colonie et des prix préférentiels de l'arachide sur le marché de l'ancienne métropole, la baisse de la production et la diminution du prix de l'arachide sur le marché mondial, facteurs auxquels s'est ajoutée la faible contribution de l'agriculture vivrière à la croissance économique, s'est traduite par une croissance faible et variable du PIB, inférieur à la croissance démographique (Faye, Ba et al. 2007). L'ampleur des déséquilibres macroéconomiques qui ont résulté de la crise agricole, a amené le Sénégal à s'engager, à partir de 1980, dans un long processus d'ajustement structurel avec les institutions de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale), avec le propos de stabiliser et redresser l'économie du pays. Les mesures d'ajustement qui ont concerné le secteur agricole depuis les années '80 ont conduit à l'adoption d'une nouvelle politique agricole basée sur le désengagement de l'Etat, la libéralisation du marché, la suppression des subventions et des crédits pour l'achat d'intrants et l'acquisition de matériel agricole, facteurs qui ont contribué à aggraver la crise en milieu rural (Diop, 2002). Ces réformes ont en effet complètement désorienté les paysans sénégalais non préparés à ce contexte (El-Hadji, von der Weld, Scialabba, 2001), et déjà marqués par la crise agricole des années '70.

Par conséquent, l'exode rural vers les villes, en particulier Dakar, et vers l'étranger, s'est intensifié. Le résultat a été un important accroissement du chômage urbain, déjà aggravé par la libéralisation des entreprises publiques et par le désengagement de l'Etat, ayant entraîné des massives pertes d'emploi dans l'administration et dans d'autres secteurs productifs. Les effets tragiques de ces programmes sur les conditions de vie des Sénégalais ont fait l'unanimité (Fall, 2003 ; Diagne et Daffé, 2002 ; Diop, 2002), et les effets escomptés sur la relance économique et sur l'investissement étranger ne se sont pas manifestés au niveau de la réduction de la paupérisation des ménages. En effet, si la libéralisation a permis à l'Etat d'assainir les finances publiques, elle n'a pas empêché une explosion de la paupérisation¹², particulièrement en milieu rural, une extension du secteur informel, un sous-emploi chronique, l'aggravation de la dépendance alimentaire des importations étrangères, ainsi qu'une forte dépendance du pays vis-à-vis de l'aide publique au développement et surtout, des transferts des revenus de la migration internationale (Faye, Ba et al, 2007).

Dans un tel contexte, la migration sénégalaise internationale constitue avant tout une stratégie familiale et communautaire de réduction des risques économiques. Dès lors, il n'est pas étonnant que « l'émigration vers les pays développés constitue, de nos jours, l'un des sujets de conversation les plus courants dans les milieux populaires sénégalais. La question ne laisse indifférent ni dans les centres urbains où la quasi-totalité de la jeunesse est obsédée par le phénomène 'Modou-Modou' (les migrants internationaux) ni dans les campagnes où le 70% de l'exode rural est dirigé vers l'étranger. (...) Alors que la vallée du fleuve Sénégal constituait à l'origine le principal bassin d'émigration sénégalaise, les populations du centre du pays – les régions de Diourbel et de Louga – sont de plus en plus représentées dans la migration de longue distance essentiellement tournée vers l'espace Schengen » (Fall, 2003).

Louga, les caractéristiques d'une région d'émigration

Bâtie sur le sable, à la croisée des routes caravanières marchandes et des grands axes de pénétration coloniale, la ville de Louga a pendant longtemps été au centre des événements qui ont jalonné et marqué le cours de l'histoire du Sénégal. Cette position de carrefour, renforcée jusqu'à la moitié des années '90 par le réseau de transport ferroviaire, lui a valu dans le passé d'être une importante zone commerciale et d'échange entre différentes régions. De climat soudano-sahélien avec des températures très élevées, en particulier pendant la saison sèche, elle a l'aspect d'une cité saharienne où se mêlent ruralité et urbain. Elle s'étend sur une vaste plaine sablonneuse située à 200 kilomètres au nord-est de

¹² Environ sept ménages sur dix sont pauvres et 80% des ménages pauvres sont des ruraux (DPS, 2004).

Dakar et à 30 kilomètres du bord atlantique (le village de Potou). Louga est la deuxième plus grande ville du pays de par sa superficie, et compterait en 2007, environ 120'000 habitants¹³, en majorité des jeunes de moins de 20 ans (environ 60%). La ville est la capitale de la région de Louga, d'environ 677'500 habitants, caractérisée par une faible densité de la population (27 habitants au km²). La région se compose par trois départements (Louga, Linguère et Kébémér), 4 communes, 11 arrondissements, 48 communes rurales et 2'632 villages. Dans la région cohabitent 19 ethnies, bien que la large majorité soit constituée par l'ethnie Wolof, et en moindre mesure, par les Haalpoulaar. Essentiellement de religion musulmane, les habitants, comme la grande majorité des Sénégalais, adhèrent à l'Islam soufi, dont les principales confréries sont la Tijania, la Mouridia, la Quadria et la Layène.

Globalement, Louga répond à la crise du monde rural dans le contexte du développement social et économique du Sénégal. Le dépérissement du bassin arachidier traditionnel, jadis source de richesse, a ouvert la voie des migrations vers Dakar et surtout vers l'Europe. Les transferts des migrants modèlent un bâti en pleine expansion et insufflent un dynamisme et une modernité technologiques qui contribuent à l'incitation au départ¹⁴.

Les activités agricoles et la pêche

Malgré ces tendances vers la modernité, la population rurale représente toujours la grande majorité (le 77%) de la région, du fait que les bases du développement économique de la région reposent sur les activités agro-sylvio-pastorales et sur l'informel. Bien que les aléas de la pluviométrie, l'érosion éolienne et la désertification, le déboisement ainsi que les conséquences de la monoculture de l'arachide aient contribué à un important appauvrissement des sols, et par conséquent, à une désaffectation de l'agriculture du fait de la baisse des revenus, la région de Louga occupe la deuxième place du pays au niveau de l'étendue des superficies cultivées (Faye, Ba et al., 2007). Il s'agit en grande majorité d'exploitations à caractère familial sous pluie. À côté de l'arachide, de moins en moins cultivée, la région cultive principalement le niébé (un haricot très prisé par les Sénégalais), le mil et la maïs, et se caractérise par un développement récent de cultures de diversification (manioc, bissap, gombo, pastèques, oignons, etc.), vendues dans les marchés hebdomadaires.

Dans la commune de Louga et dans la région la culture maraîchère irriguée (horticulture et production fruitière), auparavant peu développée en raison du difficile accès à l'eau¹⁵, commence à se répandre de plus en plus, aussi grâce aux investissements directs des migrants et des ONG en matière d'irrigation. Cette culture occupe actuellement la 4^{ème} place du pays et l'on considère que la production maraîchère prend, et prendra, une importance croissante pour les agricultures familiales de la région. En réponse aux sécheresses, elle constitue aujourd'hui un approvisionnement significatif des marchés locaux, mais aussi une source d'exportation et de devises. Au niveau local, elle offre une opportunité d'activité économique autonome à des catégories de la population comme les femmes et les jeunes.

L'élevage a toujours constitué l'une des activités maîtresses de la région. L'épuisement des sols a eu comme conséquence une augmentation de la pratique de l'élevage et de ses produits (viande, lais frais et caillé), aussi en ville, compte tenu également qu'il s'agit là d'un secteur privilégié d'investissement des revenus de la migration. En ce qui concerne la pêche, qui constitue l'une des plus importantes ressources du pays (consommation interne et exportations), elle se pratique sur les côtes de la région aux alentours du village de Potou, de manière exclusivement artisanale. La pêche représente un enjeu important en matière d'emploi, de fixation de la population côtière et de contribution à l'autosuffisance alimentaire. Ces dernières années, toutefois, la compétitivité du secteur, où la pêche artisanale est prépondérante, est confrontée à la pêche industrielle menée par la concurrence européenne et japonaise. Les accords de coopération internationale, d'aides et assistance, jouent dans ce cadre un rôle

¹³ Selon le rapport de l'Initiative des Villes du Millénaire, 2007. Notons que les dernières estimations officielles sont plus anciennes et moins élevées que ce chiffre.

¹⁴ Cf. Profil environnemental de la ville de Louga, Rapport de l'Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU), Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains (CNUEH), 2001.

¹⁵ Les besoins en eau sont importants pour ces cultures, les factures élevées et il n'existe aucun système tarifaire intéressant de la part de la SDE (Secteur de l'Hydraulique Urbaine) pour faciliter l'accès à l'eau.

important. Il s'agit d'une part de permettre au Sénégal d'écouler davantage ses produits (spécialement vers l'Afrique et l'Europe) et d'autre part, de bénéficier de technologies modernes concernant la pêche. La coopération internationale, toutefois, qui repose essentiellement sur l'Union Européenne, le Japon et le Canada, a convenu un droit de pêche et une priorité d'importation qui a fait que les thoniers sénégalais souffrent de la concurrence des thoniers japonais beaucoup plus sophistiqués.

Le désengagement de l'Etat sénégalais en ce qui concerne l'appui à la pêche artisanale et au secteur de transformation des produits met en péril les revenus de cette pratique qui se structure traditionnellement autour de la famille, du lignage et des villages des pêcheurs. Les hommes s'occupent de la fabrication, de la manutention des pirogues et de l'activité de pêche, tandis que les femmes assurent la transformation et la commercialisation du poisson. Le respect de l'environnement, notamment des ressources halieutiques, est également en cause. La surexploitation du milieu naturel est surtout le fait des pêcheurs étrangers qui, avec des nouvelles méthodes (la pratique de la pêche à l'explosif par exemple) et des grands embarquements, prélèvent des tonnages considérables, abîmant ainsi l'écosystème maritime et en réduisant considérablement les ressources halieutiques, et partant, les ressources des pêcheurs¹⁶.

Les autres secteurs d'activité

En ce qui concerne le secteur industriel, il a toujours été très peu développé à Louga. Suite à la récente fermeture de la 'Sotexka', une société de textile qui occupait dans le passé environ 200 employés, en majorité des femmes, d'une usine de teinturerie et d'une de confiserie, il ne reste actuellement que deux usines. La 'Sonacos', spécialisée dans la vente de graines et de transformation de l'arachide -qui jouait un rôle important dans l'économie lougatoise- a été privatisée en 2002 suite aux pressions des institutions de Bretton Woods, et est devenue la 'Sunéor', de propriété de la Banque Mondiale. Elle a vu ses activités se réduire sensiblement lors des dernières années, ce qui a comporté une forte réduction d'emplois, mais elle vient de lancer cette année une campagne de commercialisation de l'arachide auprès des paysans de la région, en offrant des emplois temporaires aux femmes dans le cadre de ses activités de transformation. La 'Spia', une entreprise de produits chimiques phytosanitaires (engrais chimiques, pesticides, fongicides, etc.), exporte une bonne partie de ses produits et joue un rôle de premier plan dans l'économie communale. Notons que cette entreprise, qui se situe non loin de la ville, est classée dans la catégorie des entreprises dangereuses et insalubres du fait de l'utilisation de produits chimiques très toxiques, qui présentant des risques écologiques certains et incommodes les populations riveraines qui accusent des problèmes respiratoires divers¹⁷. Malgré les retombées positives sur l'économie de la région, la 'Spia' hante la population des quartiers avoisinants, qui a tenté, sans succès, des actions en vue de son éloignement.

Du fait des faibles performances de l'agriculture, les secteurs de l'artisanat sont très représentés au niveau des activités recensées, tout comme le secteur du bâtiment et de la construction, qui représente en absolu le secteur privilégié des investissements des migrants (Tall, 2002 ; Mboup, 2000 ; Riccio, 2007). Louga est parsemée de belles villas à étages de construction moderne appartenant en majorité aux migrants et à leurs familles, et les maisons en construction sont très nombreuses. Bien qu'ils existent encore plusieurs maisons en paille ou en tige de mil, appartenant essentiellement aux familles qui n'ont pas l'un de leurs membres en migration (et surtout aux alentours de la ville là où se sont installées les familles provenant des villages ruraux), l'amélioration de l'habitat et de ses infrastructures (branchement d'eau potable, électricité, assainissement) a été spectaculaire lors des deux dernières décennies. Si l'on considère qu'encore à la fin des années '80 le rapport régional du recensement (1988) montrait que l'équipement et le caractère des habitations de Louga étaient

¹⁶ Ce problème a d'ailleurs constitué une récente source de désaccord entre le gouvernement du Sénégal et l'Union Européenne, cette dernière voulant réduire à la baisse les termes du contrat en raison de la raréfaction halieutique, alors que l'Etat sénégalais la considérait responsable de cet état de fait. Le dénouement a abouti au mois de juin 2006 au non-renouvellement des accords de pêche (Ndione et Broekhuis, 2006).

¹⁷ Cf. Profil environnemental de la ville de Louga, Rapport de l'Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU), Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains (CNUEH), 2001.

nettement plus sommaires que dans le reste du pays, les apports de la migration ont permis une nette amélioration de l'habitat (Mboup, 2000).

Mentionnons encore l'importance du commerce à Louga, qui constitue l'une des activités les plus dynamiques ainsi qu'un important secteur d'investissement des migrants (et d'occupation pour les membres de leurs familles), grâce aussi à la centralité de son marché dans le quotidien des habitants. Les boutiques et les petites échoppes sont extrêmement nombreuses : tissus, articles de ménage, pièce de rechange, denrées alimentaires, artisanat en bois, bijouteries, meubles... Les centres de télécommunications, de vente de carte de téléphone, les cybercafés se répandent de plus en plus, facilitant les communications et les échanges avec le monde.

La culture et le réseau associatif

Dans le domaine culturel, Louga a longtemps été le centre d'attraction culturelle du pays, en particulier au niveau de la danse et de la musique traditionnelle et folklorique (voir le 'Festival International de Folklore et de Percussion de Louga'), mais aussi par sa présence d'artistes plasticiens et de troupes de théâtre. Cependant, de nos jours la première place qu'occupait la ville sur le plan artistique et culturel se perd au fil des ans. Cet état de fait s'expliquerait surtout par la négligence de la culture par les Associations Sportives et Culturelles, qui s'investissent davantage dans le sport, en particulier le football. La majeure partie des activités de loisirs de la jeunesse, en particulier les matches de 'navetanes' (championnat d'hivernage), se concentre actuellement autour du stade Alboury Ndiaye, construit grâce à l'appui financier de Djily Mbaye, le 'bienfaiteur de Louga', un riche marabout et homme d'affaires qui a beaucoup investi, lorsqu'il était encore en vie, pour le développement du Sénégal et en particulier de sa ville natale (hôpital, lycée, mosquée, marché, etc.). Notons encore que le réseau associatif de la société civile est très développé à Louga, comme dans tout le Sénégal. A côté des ONG, les organisations communautaires, de jeunes, de femmes, de quartier, d'amis, s'engagent dans la gestion de l'environnement (reboisement) et dans la lutte contre l'insalubrité de leur environnement immédiat -secteurs délaissés par les instances publiques- dans le domaine de l'éducation, de la santé, et du micro-crédit (au travers des tontines). En ce qui concerne les associations de migrants, mis à part les nombreuses associations informelles au niveau des quartiers et des villages, figure au premier plan l'association 'Self help', regroupant des Lougatois installés en France et en Italie, engagée dans plusieurs projets de co-développement avec les pays d'accueil, répondant aux besoins des populations locales (p. ex. poste de santé, projets d'adduction d'eau, projets maraîchers, écoles).

Louga, 'Ville du Millénaire'

Finalement, soulignons encore que la ville de Louga fait partie de l'initiative 'Villes du Millénaire Africaines', récemment initiée par le PNUD¹⁸ et visant à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Le projet, qui comprend 7 villes d'Afrique subsaharienne, vise à identifier les opportunités d'investissement, améliorer les capacités de ces villes à attirer l'investissement étranger, aider économiquement les villes en disséminant les résultats des recherches auprès de potentiels investisseurs générateurs d'emplois et les aider à élaborer des stratégies de développement urbain. Louga offrirait en effet des potentialités financières pour les marchés européens et américains dans le domaine de l'artisanat (habillement, meubles, articles en cuir, etc.), de la transformation des produits agricoles (y compris le lait, la viande), du maraîchage, ainsi qu'au niveau culturel et dans le secteur touristique, en particulier sur la côte¹⁹. Le projet étant encore à sa phase initiale, il est encore tôt pour évaluer ses retombées effectives sur la relance économique de Louga.

Après avoir présenté le contexte dans lequel se situe cette recherche ainsi que les caractéristiques du terrain sous examen, dans la prochaine section, avant d'aborder les résultats et leur analyse, nous allons présenter plus dans le détail la méthode employée.

¹⁸ Programme des Nations Unies pour le Développement.

¹⁹ Cf. Initiative Villes du Millénaire, Earth Institute, Columbia University, sous la direction de J.D. Sachs, mars 2007.

Méthode

Le concept interdisciplinaire de représentation

Cette étude a été conduite selon une approche interdisciplinaire intégrant des concepts et des méthodes issus de la psychologie sociale, de la sociologie et de l'anthropologie. Basée sur l'étude des représentations autour de la migration auprès d'une communauté d'origine, elle a permis d'aborder la complexité des dynamiques psycho-socio-culturelles de la migration en prenant en compte tout un ensemble de la pensée symbolique s'actualisant par un corpus d'opinions et d'informations, de discours, de comportements verbaux et non-verbaux, constitutifs de l'imaginaire communautaire. Le concept de représentation, l'une des notions fondatrices de la psychologie sociale (Moscovici, 1961), mais aussi de la sociologie (Bourdieu, 1982), et de l'anthropologie (Augé, 1979), désigne une forme de connaissance sociale, la pensée de sens commun, socialement élaborée par les membres d'un même ensemble social ou culturel. C'est une manière de penser, de s'approprier, d'interpréter une réalité donnée et son propre rapport au monde. Les apports de ces disciplines reconnaissent et explicitent la fonction des représentations dans la constitution des rapports sociaux, l'orientation des comportements collectifs et la transformation du monde social.

Les représentations d'un groupe social et culturel donné peuvent dès lors être étudiées en observant, en récoltant et en analysant un corpus complexe d'informations, valeurs, opinions, comportements, envisagés comme une structure organisant l'ensemble des significations relatives à l'objet sous examen (Moscovici, 1998). Pour étudier auprès d'une communauté un tel 'montage' de discours et de comportements relatifs à la migration, en d'autres termes ses représentations, a été privilégiée une approche méthodologique basée sur l'observation participante, l'immersion sur le terrain (Lessard-Héber, Goyette, Boutin, 1997), le témoignage oral et le recours aux méthodes audiovisuelles en sciences sociales.

Une observation participante filmique basée sur la collaboration

Lors de l'observation participante basée sur l'enregistrement filmique, le chercheur et sa caméra deviennent les principaux instruments d'observation et de récolte de données. L'observation participante permet au chercheur de comprendre progressivement le monde social et culturel qu'il examine parce qu'il s'intègre graduellement aux activités, aux discours et aux comportements des acteurs qu'il observe, en accédant peu à peu à leurs perspectives, en se décentrant de ses savoirs ou opinions initiales (McDougall, 1998). La caméra lui permet d'enregistrer et de restituer les ambiances de vie, les interactions, les comportements verbaux et non-verbaux observés et provoqués par ses questionnements, en se transformant en catalyseur de situations, d'opinions, d'émotions, de comportements et de discussions qui n'auraient pas eu lieu en son absence (Rouch, 1979). Le chercheur, loin de demeurer extérieur au procès observé et enregistré avec la caméra, en simple observateur distant ou contemplateur, devient lui-même partie de ce processus de recherche filmique.

En ce sens, la connaissance du réel, en particulier dans le cadre des méthodes audiovisuelles, ne s'opère pas selon une approche positiviste passant nécessairement par une élimination des sources de biais possibles, dont celles liées au statut et aux modes de pensée propres au chercheur. Elle comprend un processus de création et de représentation de la connaissance basé sur l'intersubjectivité et sur la négociation des perspectives diverses, de l'observateur et des observés, aboutissant à une objectivité intersubjective (Pink, 2001). Dès lors, afin de réaliser une telle intersubjectivité, intégrant les perspectives du chercheur et celles de ses informateurs, on considère qu'un processus de recherche filmique a avantage à être basé sur la collaboration et la participation d'un ou plusieurs représentants de la communauté sous examen, développées avant, pendant et après le travail de terrain (Banks, 1996). En anthropologie visuelle, une telle approche participative a été initiée par Jean Rouch, qui a posé les jalons de l'anthropologie partagée (Rouch, 1975), visant à remettre en question les structures asymétriques entre observateur et observés et à réduire les risques d'ethnocentrisme. 'The idea of my film is to transform anthropology, the elder daughter of colonialism, a discipline reserved to those with power interrogating people without it. I want to replace it with a shared anthropology. That is to say, an anthropological dialogue between people belonging to different cultures, which to me is the discipline of human sciences for the future » (Rouch, in Ruby, 2000).

L'approche développée dans cette étude se situe dans le cadre de ces réflexions. En effet, elle a été basée sur la collaboration, aux divers stades du processus de recherche, de son élaboration jusqu'à l'analyse des résultats, avec un Sénégalais établi en Suisse originaire de Louga, et plus particulièrement de la communauté investiguée, qui a joué un rôle central aussi dans définition du scénario du film et dans la récolte d'informations. La recherche a ainsi actualisé la mise en commun des perspectives respectives, dans le propos de réaliser une récolte et une analyse 'partagées' des représentations autour de la migration auprès de la communauté investiguée.

Le quartier de Niang Bâ Mbodji, un terrain communautaire

La communauté du quartier de Niang Bâ Mbodji dans la commune de Louga a été le terrain privilégié²⁰ dans l'analyse des représentations autour de la migration en Europe. Il s'agit d'un quartier dont les habitants ont tous la même origine géographique, car ils proviennent d'un même village en zone rurale à quelques kilomètres de la ville, qui s'est déplacé en 1959 dans la commune de Louga suite à un incendie qui a détruit leur village et dévasté leurs terres. C'est donc d'une communauté caractérisées par des liens familiaux élargis, d'ethnie Wolof, appartenant aux confréries soufiques des Tijanes et des Mourides, et caractérisée par un ensemble de liens de solidarité qui unissent les familles et leurs membres par des obligations étroites d'assistance et d'entraide. Nombreuses familles du quartier ont un migrant parmi leurs membres, mais ils existent aussi des familles sans migrants, ce qui participe à augmenter les inégalités de ressources, et, aussi étant donné l'importance des liens caractérisant cette communauté, à intensifier le sentiment de privation chez les familles non-migrantes.

Diverses catégories d'habitants ont été interrogées : familles avec et sans migrants, agriculteurs, commerçants, artisans, artistes, jeunes filles et jeunes hommes, enseignants, acteurs du développement, jeunes universitaires, femmes de migrants, pêcheurs et leurs familles, marabouts, migrants de retour, ainsi que le politicien du quartier. Leurs témoignages oraux, leurs récits de vie, les discussions collectives, filmées mais aussi informelles, récoltées pendant toute la durée du travail de terrain, ont été considérés comme les moyens privilégiés pour aborder les représentations de la migration auprès de la communauté. Une telle approche, qui a contribué à réévaluer la dimension expérientielle et la mémoire 'vivante' des acteurs communautaires, a comporté une relation rapprochée avec le terrain et les habitants pour connaître en profondeur les mutations induites par la migration et la singularité des expériences, avec leur multiplicité et variabilité. Les témoignages offerts ont permis de révéler autant les opinions consensuelles que discordantes, des vécus et perspectives qui s'entrecroisent ou qui s'éloignent. Les groupes de discussion ont présenté l'avantage de mettre en commun les expériences et les perceptions individuelles en créant des relations dialectiques entre les individus amenant progressivement à trouver des références communes ou réciproques ayant aussi une composante politique (Amadei, 2004 ; Rhéaume, 2000). En ce sens, ils ont esquissé un récit partagé à travers une confrontation chorale des représentations sur un thème particulièrement saillant au niveau des vécus et des réalités communautaires comme celui de la migration.

Représentations autour la migration

L'analyse des représentations autour de la migration a été élaborée sur la base des observations, des entretiens individuels et collectifs réalisés sur le terrain, et mise en perspective dans le cadre des apports de la littérature existante sur le sujet. Elle a été organisée selon les dimensions les plus saillantes qui ont été dégagées de l'analyse du corpus représentationnel autour de la migration, où les causes et les conséquences de la migration revêtent la plupart du temps un aspect transversal.

²⁰ Notons que nous avons également pris en compte une communauté de pêcheurs du village côtier de Potou ainsi qu'une communauté de la commune de Linguère, pour considérer aussi les représentations des pêcheurs et des villages ruraux.

Le voyage, entre rêve et réalité

Le voyage dans l'imaginaire collectif sénégalais

La perception du voyage dans l'imaginaire collectif sénégalais est un élément essentiel pour comprendre le sens de la migration. Par tradition, le voyage revêt une place fondamentale au Sénégal. Les populations ont toujours été caractérisées par la mobilité, qui fait partie d'une ancienne tradition rurale, où pendant la saison sèche, un ou plusieurs membres de la famille partent vers la ville pour trouver du travail. Le voyage représente en ce sens non seulement une nécessité, mais aussi une initiation, l'un des éléments essentiels des rites du passage à l'âge adulte. Socialement parlant, un homme n'est pris au sérieux dans la société sénégalaise qu'après avoir voyagé. Le voyage confère la maturité, la connaissance de l'ailleurs et mène à la sagesse. La société estime en effet que c'est loin de la famille que le jeune peut s'endurcir, connaître la vie. Le jeune dit alors qu'il 'part à l'aventure', avec le sentiment permanent qu'il retournera chez lui, un jour.

Par ailleurs, comme le souligne Marfaing (2003), dans la tradition religieuse musulmane, qui imprègne fortement la société sénégalaise, on trouve également l'idée du 'hijra' signifiant littéralement 'abandonner' en arabe, un concept strictement liée à l'idée de voyage, de migration, en référence à l'exil de Mahomet parti vers Médine après avoir été chassé de La Mecque en 622. Il s'agit ainsi pour les Sénégalais de réitérer les voyages, les exils, aussi à l'image des saints sénégalais, comme El Hadji Oumar Tall, qui a propagé la confrérie Tijania au Sénégal, et qui s'est exilé au milieu du 19^e siècle dans l'espoir de revenir conquérir l'espace occupé par la colonisation française, ou de Cheikh Amadou Bamba, le fondateur du Mouridisme, exilé par volonté coloniale et revenu pour fonder Touba, la ville sainte des Mourides. Le voyage représente en ce sens un éloignement, un départ temporaire, pour pouvoir retourner ensuite dans son territoire natal en vainqueur et le reconquérir à nouveau avec la force et la sagesse accumulées pendant l'exil. Dans le cadre d'un tel imaginaire, le rêve du voyage du migrant signifie quitter sa terre natale pour chercher ailleurs les moyens de revenir en vainqueur, c'est-à-dire lorsque l'on a 'réussi'. Cet 'ailleurs' est fantasmé, investi d'attentes et nourri d'espoir. Car celui qui part en migration porte en lui l'espoir de partir pour revenir un jour triomphant, convaincu de devoir voyager pour accomplir un devoir, notamment celui d'entretenir la famille restée au pays, et revenir au pays dans des meilleures conditions. Les souffrances liées aux difficultés du voyage, de l'exil, ne lui font pas peur, aussi car selon un dicton sénégalais 'celui qui ne souffre pas ne grandit pas'.

La préparation au voyage est un rituel important, la famille apporte sa bénédiction, les marabouts sont consultés pour connaître le destin du voyage et pour protéger le migrant avec ses bénédictions, et avec les poudres, les gris-gris et les inscriptions sacrés qu'ils ont eux-mêmes confectionnés. Les marabouts sont consultés aussi pendant l'absence du migrant par la famille qui demande de renouveler les bénédictions et les intercessions de saints de la confrérie d'appartenance pour qu'il puisse trouver ce qu'il est parti chercher ailleurs.

Les jeunes veulent partir

Ces traditions issues de la mémoire collective marquent profondément l'esprit des jeunes que nous avons interrogé, dont la grande majorité rêve de partir en Europe, même si les raisons invoquées sont beaucoup plus concrètes et réelles, et s'expriment rarement en ces termes. Dans la communauté investiguée, l'on a été confrontés à une véritable culture de la migration, qualifiée de manière quelque peu ironique par l'un de nos interlocuteurs de 'virus de la migration'. Ce désir de partir traverse toutes les catégories de jeunes, garçons et filles, même ceux qui ont déjà un travail ou qui font des études universitaires. Les jeunes se plaignent surtout du manque de perspectives professionnelles dans leur pays, même après avoir fait des études, et ceux qui ont un travail considèrent de ne pas gagner assez d'argent pour subvenir aux besoins de leurs familles, fonder une famille et avoir suffisamment d'argent pour construire ou améliorer le confort de leur maison. C'est avant tout l'exemple des migrants qui ont réussi qui les motive à envisager la migration comme la seule solution possible, des jeunes comme eux, qui avant de voyager partageaient les mêmes problèmes et qui parviennent ensuite à aider leur famille, à construire une maison confortable et à se marier. Ce mécanisme de comparaison est très prégnant, et contribue à établir auprès de la communauté une nette catégorisation entre migrants et non-migrants, familles avec et sans migrants, bien sûr en raison des ressources financières

et matérielles à disposition, mais aussi en raison de leur valorisation sociale aux yeux des membres de la communauté. Selon la plupart des informateurs, un jeune est en effet généralement minimisé au niveau social s'il n'a pas voyagé, sa famille n'est pas considérée, et la migration devient en ce sens aussi une véritable stratégie de reconnaissance sociale ou de mobilité ascendante. Ces aspects sont suggérés par le témoignage de cette mère de famille qui n'a aucun de ses fils en migration.

« Nous les mères de famille nous sommes très fatiguées, on passe tout notre temps à vendre du poisson sec, des piments et on ne gagne rien. Nos fils n'ont pas de travail, ils n'ont rien pour leurs familles. C'est ça qui pousse les garçons à partir en Europe. Ici chaque garçon, son but est d'aller en Europe, sinon il ne fait rien ici. Si tu fais la comparaison des habitations, tu vois qu'à Louga c'est la concurrence. Regarde cette maison en paille. Si mon fils était parti, notre maison serait changée. Si tu n'es pas migrant, si ta famille n'a pas un seul garçon qui fait la migration, tu n'es rien. Même pour les associations de quartier, les associations sportives, ce sont les migrants qui les financent. Si tu n'as pas un seul migrant dans ta famille, tu n'en fais pas partie ».

En ce qui concerne la représentation des migrants, elle est quelque peu ambivalente (cf. aussi Riccio, 2005), car ils sont parfois accusés de comportements ostentatoires et de gaspillage, en suscitant la concurrence ou l'envie chez les jeunes qui sont restés, ou alors suspectés, surtout ceux qui réussissent trop rapidement à construire une maison, d'avoir été impliqués dans la vente de drogue en Europe. Cependant, ils sont généralement perçus comme des personnes courageuses qui se sacrifient, qui affrontent toutes les difficultés de la migration pour le bien-être de leur famille et de leur communauté, et sont cités comme des modèles de réussite. À leur retour d'Europe, on les perçoit comme changées, jouissant d'un statut social plus élevé, plus assurés et plus stables, ce qui peut aller jusqu'à les envisager comme étant en 'meilleure santé'. Un jeune artisan décrit en ces termes sa perception des amis partis en migration, et les raisons qui le motivent à vouloir aussi partir :

« Il n'y a pas besoin de savoir ce que les migrants te racontent, quand ils quittent ici tu connais leur situation, et quand ils reviennent, il y a beaucoup de changement, et même s'ils ne te racontent pas toute la vérité, c'est toi qui vas voir avec tes propres yeux tous les changements. Parce que là-bas si tu travailles on te paye, tu gagnes ta vie, alors qu'ici même si tu travailles tu ne gagnes pas bien. Le changement c'est aussi du côté de la santé, tu es plus lumineux, il y a plus de fraîcheur sur ta peau grâce au climat de l'Europe. (...) Avec mon métier, avec ce que je gagne, je ne peux rien construire ici. J'ai appris mon métier de mon père, il me l'a transmis et je le respecte, mais je gagne seulement de quoi m'acheter du thé et de la nourriture. Si je pouvais aller en Europe et faire ce travail artisanal, je pourrais faire comme les autres, construire une maison et entretenir ma famille. Car tout ce que tu vois ici ce sont les migrants qui l'ont construit, les belles voitures aussi elles appartiennent aux migrants. Quand ils retournent, ils construisent des belles maison avec confort, ils investissent dans une voiture qui ne pollue pas. J'aimerais voyager en Europe quelque mois, avoir un peu de sous, revenir vite pour voir ma famille, et ainsi de suite. »

L'idée de voyage implique ainsi pour ces jeunes le fait partir et de revenir le plus vite possible avec de l'argent, pour repartir à nouveau, dans une migration qu'on envisage comme circulaire, faite d'allers et retours, et non pas comme une migration définitive ou de longue durée. Les Sénégalais restent en effet très attachés à leur terre natale, à leur famille, ce qui fait que les migrants sénégalais sont qualifiés dans la littérature de 'transmigrants avec racines' (Ceschi, 2001) et leur migration comme essentiellement transnationale (Riccio, 2006). Or, les réalités sont souvent autres que ces désirs de partir et de vite revenir, en tout cas dans la première phase de la migration, car généralement les migrants ne parviennent à revenir qu'après des années, du fait des difficultés d'obtenir un permis de séjour qui leur permette de circuler librement, des contraintes liées à leurs activités, et aux difficultés d'épargner l'argent nécessaire au retour. Les difficultés rattachées à ces aspects, mais aussi aux conditions de vie difficiles en Europe, comme d'ailleurs les exemples de migrants qui ont été rapatriés suite à la migration clandestine, sont souvent sous-estimés et ont peu d'impact sur le désir de partir. Ce qui compte aux yeux des jeunes est ce que les migrants parviennent à construire lorsqu'ils retournent aux pays, les belles femmes qu'ils marient, l'argent qu'ils ont gagné, la famille qu'ils ont aidée.

L'on avance souvent dans la littérature le fait que les migrants occultent les difficultés liées à la migration quand ils retournent chez eux, et que cet aspect contribue à leur désir de partir. Or, bien que l'on puisse tout à fait comprendre que certains aspects particulièrement difficiles ne soient pas racontés, les migrants de retour interrogés soulignent qu'ils ne cachent pas à leur entourage les difficultés liées à la migration en Europe. Ils déclarent que tout simplement, ceux qui restent préfèrent ne pas les écouter parce que ce qui compte pour eux est de gagner de l'argent, comme avancé par ce migrant:

« J'ai raconté ces difficultés à ma famille, aux gens d'ici, mais ils ne veulent pas voir ça, ils ne veulent pas trop savoir, ils voient seulement que là-bas c'est plus riche, que tu peux gagner de l'argent ».

Parfois les plus jeunes accusent les migrants qui les mettent en garde de vouloir les décourager parce qu'ils ne veulent pas qu'ils puissent accéder aux mêmes avantages qu'eux, que c'est par esprit de compétition. Il semble ainsi que le fait d'être informé par les migrants de retour des difficultés liées aux réalités de la migration ne soit pas suffisant pour changer les perceptions des jeunes, qui désirent faire, par esprit d'émulation, comme leurs amis qui sont déjà partis, aller voir avec leurs yeux, aussi par curiosité. La curiosité est d'ailleurs une motivation qui ressort dans plusieurs témoignages de migrants retournés dans leur pays:

« Ce qui pousse les jeunes à partir est surtout le manque de boulot. Mais ils partent aussi par curiosité. Parce que la personne qui n'a jamais été en Europe en voyant ses amis voyager et faire des allers et retours, elle aimerait aussi, par curiosité, aller voir ce qui se passe là-bas. Ça aussi, ça pousse beaucoup de personne à faire la migration. Ce n'est pas seulement aller chercher de l'argent en Europe. Il y a aussi des gens qui veulent aller voir ce que c'est l'Europe. »

« Aujourd'hui, la migration ne vaut plus la peine. Mais les jeunes sont curieux et veulent y aller. Aussi avant que je parte les migrants nous disaient ça. Mais on voulait aller voir quand même. Après on comprend que ce qui est là-bas n'en vaut pas la peine ».

Les désavantages du visa d'entrée

Lors de discussions, est ressortie souvent l'idée qu'il faudrait ouvrir les frontières, éliminer le visa d'entrée en Europe, non seulement parce que la difficulté d'y aller augmenterait davantage leur désir et leur curiosité de l'Europe, mais aussi pour que les jeunes puissent partir librement pour se rendre compte avec leurs yeux des réalités européennes, investies d'attentes et d'espoirs qui sont généralement déçus dès l'arrivée. Le réveil aux réalités surviendrait généralement lors des premiers contacts avec l'Europe, mais les investissements effectués pour le voyage (prix du visa ou du passage en pirogue) ainsi que les difficultés d'entrée en Europe, n'amèneraient pas les jeunes à envisager le retour sans avoir stabilisé leur situation malgré les difficultés. Comme le souligne cet informateur, un jeune cinéaste qui constitue l'une des rares exceptions parmi les jeunes de la communauté car il s'engage avec son travail à combattre la migration clandestine auprès des jeunes de son quartier et de Louga, ces attentes par rapport à l'Europe, qui seraient aussi le fait de leur immaturité, sont vite désillusionnées :

« Je m'intéresse à la situation des jeunes Sénégalais concernant la migration clandestine. C'est une question qui concerne toute la jeunesse africaine, on devrait tirer la sonnette d'alarme, on ne peut pas continuer à faire ça, aller en Europe jusqu'à quand ? Ils se sacrifient sur les pirogues et après, une fois là-bas, qu'est-ce qu'ils font ? Ils disent qu'ici il n'y a rien, qu'il faut aller en Europe car là-bas c'est beau, il y a beaucoup d'argent, qu'il faut aller là-bas pour construire une famille, une maison, etc. Chaque jour je parle de la migration, j'ai écrit 'Non à la migration clandestine' dans mon atelier. Toujours l'argent, l'argent, l'argent. C'est ça qui motive à aller en Europe. Je pense aussi que c'est un manque d'expérience car ils sont très jeunes, pas assez mûrs pour regarder la situation en face, pour avoir une image réelle de l'Europe. Même ceux qui ont un travail veulent partir. Ils n'ont dans leur tête que l'idée de partir. Mais une fois là-bas ils me téléphonent tout de suite pour me dire qu'en Europe c'est la galère, qu'ils ont été trompés. Je leur dis qu'il fallait s'attendre à ça, qu'on les avait mis en garde, ils me demandent souvent des conseils par rapport aux expériences que j'ai eues avec ma caméra. J'ai réalisé un film avec des

témoignages de jeunes, ils disent que l'Europe doit connaître leur situation. Si j'avais les moyens de le diffuser, ça pourrait nous aider ».

Le recours à la migration clandestine, qui n'est d'ailleurs pas envisagée par tous les jeunes interrogés, serait la stratégie migratoire choisie par les jeunes qui ne peuvent pas se permettre d'acheter un visa auprès des intermédiaires, étant donné que son coût dépasse actuellement, selon nos informateurs, les 8'000 Euros. Nombreux interlocuteurs dénoncent ce trafic qui implique la difficulté, voire l'impossibilité d'obtenir un visa par des moyens légaux, en déposant les papiers auprès d'une ambassade, car ces visas seraient réservés aux intermédiaires qui les revendent avec des larges bénéfices.

« Légalement, ce que tu devrais dépenser pour un visa, c'est moins de 1'500 Euros. Tout ce qui reste ne sort pas du Sénégal, ce sont les intermédiaires qui le bouffent. Oui, c'est ce qui se passe. »

Dès lors, les seules jeunes qui peuvent se permettre un visa, donc d'entrer légalement en Europe, sont ceux qui ont un membre de leur famille à l'étranger, souvent un grand frère, qui est disposé à financer le prix du voyage. Les autres sont confrontés à l'alternative de la pirogue, dont le prix ne dépasse en général pas les 1'000 Euros, constituant le plus souvent les économies provenant du travail du jeune, parfois le fruit d'années de travail, ou alors de la famille (aussi par vente de bijoux, tontines).

Les risques liés au voyage en pirogue sont sous-estimés, d'une part en raison d'un certain fatalisme qui conduirait à penser que si l'on meurt dans la mer c'est par la volonté de Dieu, d'autre part car, malgré la large médiatisation au Sénégal des noyades et des rapatriements liés à cette migration, les jeunes qui sont prêts à partir en pirogue se centrent essentiellement sur ceux qui ont réussi à arriver et non pas sur ceux qui ont échoué, qui sont rentrés sans rien. Et la plupart de ceux qui ont déjà été rapatriés se déclarent prêts à partir à nouveau, une fois économisé l'argent nécessaire.

La déception vis-à-vis de l'Etat

Une raison importante qui motive les jeunes à partir par n'importe quel moyen et à renouveler les tentatives en cas d'échec, est le manque de confiance en l'Etat, et parfois, en l'avenir du pays. Le régime de l'Alternance qui est au pouvoir depuis 2000 a pu gagner les élections aussi grâce au soutien des jeunes, qui avaient été nombreux à voter pour ce régime car induits à croire en ses promesses de 'sopi', de changement. Les engagements pris prévoyaient une importante relance économique du pays au travers de l'option du libéralisme, qui aurait comporté la création de nombreux emplois pour les jeunes dans tous les domaines d'activité. Nombreux ont été les jeunes à croire en ces promesses. Mais la situation socio-économique du pays n'a fait qu'empirer selon la perception de nos interlocuteurs, le chômage a augmenté, la situation de la population s'est aggravée, on a assisté à une flambée de prix des matières de première nécessité comme l'eau, l'électricité, l'essence, la nourriture. Les jeunes interrogés, mais aussi les autres catégories de la population, sont profondément déçus par cette situation, ils ont l'impression que l'Etat les a oubliés, qu'il se désintéresse à leurs problèmes, ne pense qu'à ses intérêts et ne fait que gaspiller l'argent, ce qui fait que les critiques au gouvernement ont été le leitmotiv de la plupart de témoignages récoltés.

« Avec les promesses électorales, on s'attendait à avoir du travail, mais il y a un manque de volonté. Au 2^{ème} millénaire, avoir l'idée de prendre une pirogue est vraiment suicidaire, cependant il y a aussi une part de responsabilité du gouvernement, qui devrait revaloriser les terres, donner les moyens aux jeunes pour les fixer. Avec l'espoir qu'on avait avec ce parti au pouvoir, on parvient maintenant à constater son échec. En plus, ils demandent aux fonctionnaires de contribuer à la crise en baissant leurs salaires, c'est n'importe quoi ».

« On va vers une décadence car l'Etat ne travaille pas pour le peuple mais pour lui-même. Il y a une semaine de cela, on a investi des milliards de francs CFA pour acheter des 4X4 aux 150 députés, alors que le peuple souffre, il n'a rien. Les paysans, chaque fois qu'ils veulent croire en l'agriculture, l'Etat ne les aide pas. Chaque jour il y a la hausse des prix. Je n'écoute plus le Chef de la nation, je crois en moi-même, mais ne je crois plus en l'Etat. Beaucoup de jeunes comme moi ont compris que croire en soi-

même est beaucoup mieux que croire en l'Etat, ils se débrouillent tous seuls. C'est ça aussi qui les motive à partir par tous les moyens ».

La perception largement diffuse d'un manque de soutien de la part de l'Etat aux jeunes, particulièrement importante aussi en raison de ses promesses et de l'aggravation de la crise socio-économique du pays, se manifeste également dans d'autres domaines particulièrement importants pour les Sénégalais, comme celui de l'agriculture et de la pêche.

L'agriculture et la pêche

Dans une zone agro-sylvo-pastorale et côtière, où plus du 70% de la population est occupée dans l'agriculture au sens large, comprenant l'élevage et la pêche, les liens entre la migration et les problématiques liées à l'agriculture sont considérés comme très importants par la plupart de nos interlocuteurs.

Les problématiques des paysans

Comme déjà mentionné, dans cette région les paysans subissent depuis une cinquantaine d'année une baisse sensible de la pluviométrie, une avancée de la désertification, et une érosion éolienne des sols, déjà appauvris par la longue tradition de la monoculture de l'arachide, entraînant une baisse sensible de la production. Le manque d'accès aux intrants, fertilisants, engrais, minéraux, et aux semences de bonne qualité, du fait du désengagement de l'Etat quant leur subvention ou à l'accès au crédit, contribue largement à cette diminution de la production. Les négociations internationales engagées dans le cadre de l'OMC²¹, notamment la réduction des taxes et des quotas à l'importation, ont aussi réduit les protections et les aides que l'Etat peut apporter au secteur agricole et aux aides à l'exportation. Dans un tel contexte d'instabilité dictée aussi par les lois du marché et des bailleurs de fond, les exploitations familiales sous pluie ont vu leurs revenus diminuer sensiblement, ne permettant plus aux familles d'assurer la satisfaction de leurs besoins de base, et donc leur capacité d'investissement. C'est dans une telle situation que résident la plupart des ménages agricoles, bien que l'on ait assisté aussi dans la région à un développement des cultures de diversification et de la culture maraîchère irriguée, mais elles restent limitées en comparaison de la situation de la majorité des paysans. Leurs achats de matériel de culture attelée, d'engrais et de semences sélectionnées restent à un niveau extrêmement bas qui n'assure ni le renouvellement de l'équipement des exploitations, ni le maintien de la fertilité des sols, ni le maintien du capital semencier (Faye, Ba et al, 2007). Dès lors, les jeunes qui pensent avoir un avenir dans l'agriculture sont rares, et la plupart d'entre eux perçoivent la migration en Europe comme la seule solution possible.

C'est dans un tel contexte de démantèlement du système d'encadrement du monde rural caractérisant la nouvelle politique agricole, qui s'est manifestée au niveau de la commercialisation, de l'approvisionnement et de la transformation des produits agricoles, y compris la formation et la recherche, que se situent les doléances de nos interlocuteurs qui se sont exprimés sur ces problématiques. Les critiques ont été dirigées essentiellement vers l'Etat, sans jamais dénoncer, peut-être par manque d'information, les logiques plus globales du libéralisme du marché mondial dans lesquelles se situe ce démantèlement.

Les interlocuteurs plus âgés, avec une certaine nostalgie, ont rappelé les 'temps de Senghor', le Président sénégalais de la post-indépendance qui avait basé sa politique agricole sur un fort encadrement et protectionnisme étatique, comme une 'époque d'or', où les paysans étaient soutenus, avaient accès au crédit, aux engrais et aux semences de bonne qualité. L'impression retenue est que les acteurs du monde rural interrogés soient encore désorientés suite aux changements survenus avec la nouvelle politique agricole, n'en comprennent pas les logiques qui ont fortement réduit l'autosuffisance et les capacités d'investissement du monde rural, critiquent fortement l'Etat et appellent dès lors à un soutien provenant aussi de l'aide publique au développement.

²¹ Organisation mondiale du commerce.

« Le secteur de l'agriculture mérite attention car le Sénégal traverse des contradictions inexplicables depuis 40 ans, non seulement pour satisfaire la demande alimentaire de notre pays mais aussi pour fixer les ruraux dans leurs terroirs. Les campagnes sont de plus en plus désertées par l'exode vers la ville ou la migration vers l'étranger, en laissant sur place les femmes, les enfants et les vieillards dans des conditions très difficiles. L'exode est devenu un phénomène courant alors que nos campagnes manquent de tout : accès aux infrastructures, aux services de base, aux routes, à l'eau, à l'électricité, au téléphone, à Internet, à l'éducation. Tout ceci pour les communautés rurales reste un luxe. Il y a un très faible recours aux intrants agricoles, aux techniques modernes. Ceci explique la faible productivité des cultures, la faible diversification, l'épuisement des sols, etc... L'élevage ne se porte pas mieux du fait de la faible présence de pâturage et de la désertification, ce qui pose des contraintes pour le développement d'un élevage moderne et performant. (...) Ceux qui ont donné l'argent en le remettant au gouvernement, il y a eu détournement des objectifs, le gouvernement n'investit jamais à la base. Les bailleurs de fonds devraient inviter la classe villageoise à discuter, pour décider ensemble. Nous déplorons que l'argent n'arrive pas à la base. Nous, en tant que villageois, agriculteurs, pasteurs, nous ne voyons rien du tout. La migration occupe la majeure partie de la région de Louga. Nous sommes une zone agricole et sylvo-pastorale, on peut développer le pays en restant ici. Ce qui veut dire que l'aide au développement doit arriver directement aux villageois ».

En ce sens, l'on déplore que l'aide publique au développement n'arrive pas aux paysans, et l'Etat est critiqué car perçu comme détournant cet argent qui devrait arriver directement à la base pour favoriser le développement du pays. Il s'agit cependant de constater que les bailleurs de fonds se sont progressivement retirés du domaine de l'agriculture, la seule aide restante étant concentrée principalement dans l'agriculture irriguée dans la zone du delta du fleuve Sénégal, et autour de Dakar, cultures d'entreprises et non à caractère familial. Cet investissement s'est fait au détriment des zones d'agriculture pluviale qui concentrent pourtant la majorité de la population rurale. De plus, il s'agit de souligner que l'aide publique au développement a de plus en plus servi à assurer l'équilibre financier de l'Etat au détriment des programmes de développement. Quant aux investissements privés, qui auraient dû être favorisés suite aux stratégies de libéralisation du marché, ils concernent rarement l'agriculture, exception faite pour quelques cultures d'entreprise et agro-industries aux alentours de Dakar.

La situation de la plupart des paysans de la région de Louga, en particulier de ceux qui n'ont pas de membres de leur famille en migration, demeure ainsi très difficile, ce qui les conduit à envisager d'arrêter les cultures et à se baser sur l'aide financière provenant des revenus de la migration de leurs fils. C'est ce qui ressort du témoignage de ce paysan :

« Il y a beaucoup de champs qui ne sont pas cultivés, beaucoup de paysans ont cessé de faire la culture, il y en a dont les fils sont à l'extérieur parce qu'ici tu dépenses beaucoup d'énergie et ce n'est pas rentable. Il y en a que depuis que leurs fils est là-bas restent à l'ombre et ne se fatiguent plus, il n'y a plus rien qui leur manque. Tu vois, toutes les jolies maisons que tu vois dans les villages sont faites par les Modou-Modou, toutes les routes goudronnées jusqu'aux villages c'est eux qui les font, en plus ils ont amené l'eau et l'électricité là-bas. Dans tous ces villages, ce sont eux-mêmes qui ont tout amené, le gouvernement n'a rien fait, c'est les migrants qui ont cotisé pour faire ça. Si j'avais quelqu'un qui peut régler le visa pour mon fils, je donnerais tout ce que j'ai pour qu'il parte, car ici je ne vois plus rien, si j'avais un fils là-bas et il m'envoie quelque chose pour la nourriture c'est mieux que ça. Avec la culture, tout ce que tu gagnes part vite. Pour la récolte, si tu n'as pas d'argent tu ne peux pas avoir de semences, on ne te fait pas crédit, aussi l'engrais, si tu n'as pas d'argent, tu en as pas. C'est comme ça, ils parlent beaucoup, mais ils ne font que nous tromper. Ils me doivent encore de l'argent des récoltes de l'arachide des années passées, jusqu'à maintenant, ils n'ont pas encore payé. Si je n'avais pas un peu d'argent pour acheter les semences cette année je n'aurais pas pu cultiver. Je donnerais tout ce que j'ai si quelqu'un pouvait l'aider à avoir un visa, comme ça il pourra m'aider, parce que je suis tellement fatigué. Si le Président avait aidé les jeunes à avoir un visa, ça lui faciliterait la tâche, parce que avec toutes les choses qu'il devait faire, les migrants pourraient les faire, ils ont déjà tout fait ici. »

Ce témoignage dégage aussi une autre thématique, mis à part la contribution des migrants au développement des zones rurales qui sera reprise plus loin, c'est-à-dire que la migration induit les familles de migrants à arrêter de cultiver, et à dépendre de plus en plus de l'aide apporté par les migrants, dans une sorte d'assistentialisme. Suite aux logiques du désengagement étatique, se répand aussi l'idée d'une substitution des migrants aux tâches de l'Etat, perçu comme incapable de subvenir

aux besoins des paysans. Beaucoup de paysans, et par conséquent leurs fils, ne croient plus en l'agriculture, dans un cadre où l'accès aux intrants est si difficile et les revenus de l'agriculture si maigres, à moins de disposer de revenus, souvent issus de la migration, leur permettant d'investir dans l'amélioration et la diversification des productions, et surtout dans l'irrigation. L'irrigation, que l'on conçoit être une tâche d'Etat mais qui est le plus souvent prise en charge par les ONG ou les migrants, permettrait en effet de développer une culture maraîchère davantage porteuse de revenus.

Le plan REVA

Dans le domaine du développement de la culture maraîchère et du retour vers l'agriculture, en 2006 a été développé par le gouvernement du Sénégal, le plan REVA²², un Plan de Retour vers l'Agriculture, une initiative destinée à lutter efficacement contre la migration clandestine. L'idée de base est que pour arrêter les flux migratoires, il faut faire de l'agriculture le moteur d'une croissance accélérée de l'économie sénégalaise. Pour le gouvernement, il consiste à créer une dynamique de retour massif vers l'agriculture de toutes catégories confondues de la population, afin de faire des métiers de l'agriculture le moteur du développement du pays. Il s'agit en ce sens de promouvoir l'initiative privée dans le secteur agro-industriel au sens large, pour lutter efficacement contre la migration clandestine à bord des pirogues, l'abandon croissant de l'agriculture, l'accentuation de l'exode rural, la progression de la paupérisation (Ba, 2007).

L'annonce de cette initiative, dont les emplois étaient destinés en principe aux migrants clandestins rapatriés avec une promesse d'emploi dans le cadre du plan REVA -comme confirmé par l'un de nos informateurs qui a été rapatrié d'Espagne suite à cet accord- et aux jeunes Sénégalais de toutes catégories confondues, a été accueillie par des réactions contrastées. Les membres de l'association 'Diasporeva'²³, composées par des jeunes migrants et non migrants, se sont déclarées enthousiastes par ce plan car ils étaient prêts à s'investir dans ce programmes et ont agit au niveau local pour sensibiliser les jeunes dans les quartiers en rencontrant un grand intérêt auprès des jeunes contactés, intéressés à travailler pour assurer des ressources à leurs familles. Par contre, d'autres jeunes, surtout en milieu urbain, ne se sont pas déclarés enchantés par ce retour vers l'agriculture, non seulement car affirmant avoir grandi en ville et être trop distant du milieu rural, mais aussi car doutant de la volonté du gouvernement de s'intéresser à leur avenir. À ces critiques se sont rajoutées celles de la principale organisation paysanne du Sénégal, le CNCR²⁴, qui n'a pas été impliqué dans l'élaboration de ce plan, et qui a estimé non seulement le choix des terres à équiper et des personnes à employer peu transparent et concerté, mais retient ce plan en déphasage avec les réalités sénégalaises basées majoritairement sur les cultures familiales. Le CNCR considère qu'avant de développer les secteurs agro-industriels, ce qui est prévu par le plan, il s'agit de satisfaire les besoins prioritaires des populations rurales et de l'agriculture familiale en soutenant un accès transparent au crédit, aux intrants et au matériel agricole²⁵. Mis à part ces réactions contrastées, l'état des avancements du plan REVA a fait l'objet de plusieurs communications gouvernementales dans la presse sénégalaise, dont plusieurs annonces récentes (fin 2007) d'investissements importants pour l'achat de matériel agricole dans le cadre de cette initiative. Selon les dernières informations de la presse, le plan devrait commencer ces activités en avril 2008.

Il est trop tôt pour évaluer les effets de ce plan au niveau des objectifs visés. Cependant, les intentions déclarées d'attribuer en priorité ces emplois aux clandestins rapatriés, comme prévu initialement, sont restées sans réponses, ce qui nous a été confirmé après le travail de terrain par un représentant d'un institut sénégalais de recherche agricole, affirmant qu'il n'y a pas eu jusqu'à ce jour d'insertion de

²² Plan REVA, Retour vers l'Agriculture, nouvelle orientation de la politique agricole. République du Sénégal, Ministre Farba Senghor, 2006.

²³ Association Diasporeva, Le plan REVA, rêve ou arnaque politicienne, 7/08/07, www.sudonline.sn.

²⁴ Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux.

²⁵ Cf. Memorandum sur la situation difficile des ruraux sénégalais, Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux, 2006.

clandestins dans le cadre de ce plan²⁶. En effet, suite aux témoignages récoltés sur le terrain, aucun des jeunes rapatriés avec la promesse d'un emploi n'a été contacté à ce propos, et aucune information n'est parvenue jusqu'à la base, comme le souligne un acteur rural :

« Il y avait le plan REVA, c'est-à-dire le retour vers l'agriculture, mais ce ne sont pas les migrants qui en profitent, pas la population, pas la base. Sur le terrain vous ne voyez rien, on n'a pas organisé de groupement de jeunes ou de migrants dans le cadre de ce plan. C'est le vide total. ».

Ces aspects seraient quelque peu symptomatiques de la situation actuelle de la politique agricole sénégalaise, qui n'implique pas suffisamment les organisations paysannes dans le déroulement et dans l'élaboration de ses activités, et qui peine à tenir ses promesses dans le cadre d'une réinsertion des jeunes migrants rapatriés, et dans leur fixation effective sur le territoire.

La pêche

Dans la zone côtière de Potou, la pêche est de caractère essentiellement artisanal. Comme dans les autres régions, la pêche artisanale est actuellement soumise à des bouleversements importants. En effet, elle constituait l'un des secteurs où les revenus étaient les plus importants, aussi car elle a toujours occupé une place prépondérante dans l'économie sénégalaise, reléguant au second plan le tourisme, les arachides et les phosphates. Cependant, comme déjà mentionné, elle se confronte au problème du dépassement de la capacité de renouvellement des ressources, principalement en raison du débarquement des thonier et des chalutiers étrangers. Cela a un impact dramatique sur les conditions de vie et de travail dans les communautés côtières de la région. La surexploitation des ressources et l'appauvrissement des stocks ont impliqué en effet une réduction importante des revenus, problèmes auxquels se rajoutent la vétusté des pirogues et des moteurs et le manque d'infrastructures modernes, en particulier les congélateurs, permettant une meilleure conservation des produits et une plus large commercialisation.

Selon les témoignages récoltés, les communautés côtières auraient besoin d'un soutien accru de l'Etat et de l'Europe, surtout en matière de formation et de modernisation des techniques artisanales de la pêche et de sa transformation.

« Il faudrait que l'Europe nous forme dans le domaine de la pêche et de la transformation, ou ils viennent ici, ou nous allons là-bas, et après il nous faut des crédits de la part des banques ou de l'Etat pour les infrastructures. On nous avance l'argent et ensuite on le restitue. Il nous faut un soutien, aussi pour mieux commercialiser nos produits, c'est ça qui se passe en Europe, non ? »

Ils mentionnent également la forte concurrence des chalutiers modernes aussi étrangers qui s'assurent la plus grande partie des prises, et qui obligent les pêcheurs à se rendre toujours plus au large avec des embarcations inadaptées. Certains pêcheurs soulignent qu'en raison du manque de soutien, une grande partie de leurs revenus est utilisée pour l'entretien des pirogues, en particulier les moteurs.

Mais ce qui préoccupe principalement les communautés côtières interviewées est le départ massif de leurs jeunes en pirogue, qui seraient obligés de partir en raison des revenus trop faibles et du manque du soutien du gouvernement au secteur de la pêche et de l'agriculture. Selon ces acteurs aussi, l'aide au développement devrait arriver directement aux communautés et soutenir les jeunes pour les fixer dans leur pays. Ils déplorent que les forces vives de leurs communautés ne pensent qu'à partir en migration au bord des pirogues, en s'engageant dans la mer au risque de périr dans la mer. De plus, selon une mère de famille dont les fils sont tous partis en Europe au bord d'une pirogue sans avoir pu régulariser leur situation, les difficultés liées à l'obtention d'un permis de travail en Europe rendent extrêmement long le séjour des jeunes. Leurs mères restent des années sans pouvoir revoir les fils, et leurs femmes peuvent attendre le retour des maris pendant des années.

²⁶ En revanche, suite à des accords entre le Sénégal et l'Espagne, 4000 jeunes devraient être concernés par la migration légale, notamment par l'octroi d'un permis de travail temporaire.

Les femmes et la migration

Un aspect important dans les représentations autour des migrations est la question des femmes. Plusieurs thématiques ont été dégagées à partir des observations et des entretiens effectués, notamment les liens entre migration et mariage, les femmes qui attendent leur mari qui est parti en migration, les conséquences de la migration sur l'évolution du rôle de la femme, mais aussi l'émergence de la migration féminine, un phénomène qui s'est sensiblement accentué lors des dernières années.

Mariage et migration

Dans la tradition sénégalaise, la femme joue un rôle central dans l'environnement domestique et familial. L'importance de la femme s'exprime essentiellement dans sa qualité d'épouse, de mère et de stratège dans l'élaboration des plans de survie des ménages, bien qu'elle joue également un rôle important dans la dimension sociale et communautaire sénégalaise. En ce sens, la société sénégalaise valorise tout particulièrement le mariage de la femme, souvent conçu davantage en termes d'alliance entre familles que choix individuel. Le mariage doit accroître ou maintenir le prestige familial, et traditionnellement il s'exerce rarement en dehors des castes, des ethnies et des confréries d'appartenance.

Du fait du prestige et des ressources financières dont disposent généralement les migrants, dans un contexte social et culturel basé sur l'importance de la reconnaissance sociale et de l'argent, la pression de la famille sur les jeunes femmes pour qu'elles épousent un migrant est forte. Les témoignages récoltés soulignent qu'à l'intérieur de la communauté certaines familles refusent de donner leurs filles à des hommes qui ne sont pas migrants ou qui n'ont pas de projets migratoires. Le fait d'être migrant devient parfois même plus important pour un candidat au mariage que d'être de la même caste, ethnie ou de la même appartenance confrérique, participant pas là à l'érosion des barrières traditionnelles. De plus, si auparavant c'étaient les fonctionnaires qui jouissaient d'un prestige social important au sein de la société, maintenant ce rôle est occupé principalement par les migrants. Dès lors, les jeunes qui ne sont pas migrants soulignent leurs difficultés pour trouver une femme qui accepte de les marier, et le choix de partir en migration est aussi conçu en tant que stratégie pour pouvoir jouir d'un statut social plus élevé et accumuler suffisamment d'argent pour réaliser un projet de mariage et fonder une famille.

Traditionnellement, les cérémonies de mariages sont fastueuses et un homme qui sollicite la main d'une femme comble cette dernière de cadeaux, en fonction de ses possibilités. Les femmes justifient généralement le caractère dispendieux des cérémonies et des fiançailles par la tradition (cf. aussi Mboup, 2000). Cependant, les migrants sont accusés par les non-migrants d'être responsables de la surenchère concernant le niveau de la dot, et du caractère désormais prohibitif du coût de la cérémonie du mariage, ce qui fait que seulement ceux qui disposent de ressources financières importantes peuvent se marier. Le nombre de mariage est ainsi en baisse, du fait que les jeunes femmes préfèrent marier des migrants -ou sont poussées à ce choix par la famille- et par les attentes financière que cette disparité aurait induit, rendant de plus en plus difficile le mariage pour les hommes aux revenus modestes. Dès lors, le nombre de femmes célibataires augmente, l'âge du mariage est différé, ce qui induit les femmes à une plus grande autonomie en dehors du rôle traditionnel d'épouse et mère, et à s'engager, par exemple, dans une activité professionnelle autonome, dans la poursuite des études ou alors, comme on le verra plus loin, dans la migration. Ces conséquences ont des répercussions importantes au niveau de l'évolution des rapports de genre, évoluant progressivement vers une émancipation du rôle de la femme et vers la parité.

Les femmes des migrants

La question des femmes qui restent en attente de leur mari parti en migration a été soulevée par plusieurs répondants. En interrogeant les femmes de migrants à ce propos, nous nous sommes confrontés à plusieurs aspects. D'une part, tout en soulignant les difficultés liées aux absences du mari, elles conçoivent que le fait d'être séparée de leur mari pour des longues périodes fait partie du sacrifice qu'elles doivent endurer, tout comme leurs maris, pour le bien-être de la famille et des enfants. D'autre part, elles pensent que dans un contexte évoluant vers la parité entre sexes, il est important que les femmes de leur côté profitent de cette absence pour s'engager elles aussi dans des

activités porteuses de revenus en dehors de leur rôle traditionnel de mères et épouses. Si certaines ont la possibilité de continuer leurs études grâce au soutien du mari, les femmes de migrants que nous avons interviewées sont nombreuses à exercer des activités comme la couture, le commerce, ou parfois, des activités maraîchères. En ce qui concerne le commerce en particulier, qu'il s'agisse de tissus, d'articles de ménages, ou de produits alimentaires, elles peuvent contribuer avec un certain succès aux dépenses familiales, souvent grâce à un capital initial fourni par le mari. Certes, il y en a qui ne s'adonnent à aucune activité rémunératrice et dépendent exclusivement du revenu de leur mari, mais la relative liberté dont elles jouissent en absence de leur mari les conduit généralement à un investissement plus important en dehors de la sphère familiale, ou à s'engager dans des activités communautaires et de la société civile. Nombreuses sont en effet les associations de femmes actives dans la société civile et dans le volontariat, par exemple au niveau de la gestion de l'environnement ou dans l'éducation à la santé.

Ainsi, la migration des hommes, qu'elle comprenne des longues périodes passées à l'étranger ou des allers et retours plus fréquents, entraîne des transformations profondes dans les structures familiales et sociales. Le rôle et le statut de la femme se transforment. Elle bénéficie en effet d'une relative liberté et de possibilités décisionnelles accrues. Cette situation a un impact certain sur l'évolution du statut de la femme. Elle a appris à gérer le budget familial et a y contribuer souvent avec ses activités autonomes, à s'organiser en associations de femmes et à exercer une autorité réelle sur ses enfants (cf. aussi Mbow, 2001). Dans les entretiens réalisés est ressortie parfois l'idée que l'absence du mari peut être davantage problématique pour les enfants que pour les femmes, aussi car le fait d'être mariée à un migrant est pour la femme une question d'orgueil.

« Pour les enfants, il peut y avoir un problème de l'absence du père, on dit parfois que l'échec scolaire est dû à ça, bien qu'on ne sache pas avec précision. Mais pour les femmes, c'est aussi un orgueil, elles préfèrent avoir un mari qui est à l'extérieur qu'un monsieur qui est là et qu'on voit tous les jours ».

Les aspects plus problématiques de l'absence du mari sont aussi présents dans les témoignages récoltés, notamment l'augmentation des divorces suite aux absences prolongées du mari -en particulier lorsque le mari ne peut pas retourner pendant des années en raison du manque des papiers- aux infidélités extraconjugales et aux grossesses en dehors du mariage. Ces aspects n'ont pas été avancés avec fréquence en raison d'une certaine pudeur ou réserve, mais ils sont souvent relatés dans la presse, et ont fait l'objet de ce témoignage de la part d'une mère de famille :

« On ne sait pas jusqu'à quand les femmes peuvent attendre le retour de leur mari. Il y en a qui tombent enceintes quand leur mari est là-bas. Elles ne peuvent pas rester tout ce temps sans quelqu'un à côté. Il y a des divorces car les maris restent trop longtemps à l'extérieur, aussi par manque de papier et d'argent. Tout ça je l'ai vu avec mes yeux ».

Aussi en raison de ces difficultés liées aux absences du mari en migration fait qu'un certain nombre de migrants, également sous la pression de leur épouse, décident à se faire rejoindre en Europe par leur femme. La migration des femmes, soit qu'elles suivent leur mari, soit qu'elles partent de manière indépendante, est en effet une tendance récente au Sénégal qui tend à s'intensifier de plus en plus.

L'émergence de la migration féminine

Lors du travail de terrain, le phénomène de l'émergence de la migration féminine a été mentionné à plusieurs reprises par nos informants. Bien que minoritaire par rapport à la migration masculine, elle représente une tendance importante dans les pratiques migratoires discutées, surtout au niveau des intentions, et semble être destinée à s'intensifier de plus en plus. En effet, la plupart des femmes interrogées nous ont également fait part de leur désir d'aller en Europe, ou pour les études, ou pour exercer une activité professionnelle, ou alors pour suivre leur mari.

En ce qui concerne ce dernier aspect, les migrants de la communauté sous examen ont toujours eu tendance à préférer laisser leur femme au Sénégal, bien qu'un nombre relativement important de migrants en France se soient engagés dans le regroupement familial dans les années '80, en raison de l'établissement du visa d'entrée. Cette préférence est expliquée par les répondants d'une part par les coûts occasionnés par la venue de leur épouse, et éventuellement de leurs enfants, et d'autre part par la crainte que les femmes, et aussi les enfants, puissent perdre les valeurs traditionnelles de la culture

d'origine. Une certaine méfiance existerait en effet par rapport aux valeurs européennes (cf. aussi Riccio, 2007), considérées comme plus individualistes, moins solidaires et spirituelles, et les femmes comme trop libres et émancipées. Les risques de divorces une fois que les femmes arrivent en Europe sont également mentionnés comme obstacles au regroupement familial, comme souligné dans ce témoignage :

« Ce qu'on a constaté c'est que les premières femmes qui sont parties avec leur mari ont cassé leur mariage. Les assistantes sociales sont passées chez les femmes pour demander si elles étaient maltraitées ou autre et parfois cela les a gonflées et elles ont divorcé. C'est pour ça que beaucoup de migrants n'amènent pas leur femme ».

Bien que la tendance à laisser les femmes au pays soit toujours le cas pour une majorité des migrants de la communauté, plusieurs témoignages affirment que le nombre de femmes rejoignant le mari en Europe est en augmentation. Le changement des mentalités, les problèmes liés aux longues absences (solitude, risques de divorce et d'infidélité en cas d'absence prolongée), la possibilité pour la femme d'exercer aussi un emploi rémunéré dans le pays d'accueil, mais surtout la pression exercée par les femmes pour rejoindre le mari en Europe sont les uns parmi les aspects mentionnés qui seraient à l'origine de cette tendance.

À côté de cette migration 'passive', les femmes prennent de plus en plus souvent la figure de migrantes autonomes, décidant elles-mêmes de leurs mouvements et se déplaçant sans être accompagnées, pour poursuivre leurs études mais aussi pour le travail. L'essor des migrations féminines économiques apparaît ainsi avant tout comme un révélateur de l'évolution des rapports de genre traditionnels, dans lequel le rôle des femmes consistait d'abord à être reproductrices avant d'être productrices. Comme déjà observé, cette tendance ne serait pas indépendante de la baisse des mariages, conduisant les femmes célibataires à s'engager dans des activités autonomes dont la migration, mais on relate également quelques cas de femmes mariées parties à la place du mari, et qui entretiennent la famille à sa place. La migration de femmes, célibataires ou mariées, s'expliquerait aussi par le fait que pour elles ce serait plus facile de trouver un emploi que pour les hommes, comme le souligne une jeune femme.

« La plupart du temps ont dit que c'est plus facile pour une femme de trouver un travail en Europe. Elles peuvent travailler dans les restaurants, comme baby-sitter, s'occuper des personnes âgées, beaucoup de petits boulots que les hommes ne peuvent pas faire. Elles peuvent toujours trouver quelque chose. Ce ne sont pas les familles qui leur demandent, c'est elles qui décident. En plus c'est le fait de la parité, elles vont se dire qu'elles sont aussi capables de faire ce que les hommes font. »

La question de la parité entre homme et femme comme étant à la base de l'émergence de la migration féminine est retrouvée dans d'autres témoignages, qui soulignent cependant que le fait que les femmes partent n'est pas toujours bien perçu, aussi étant donnée sa rupture avec les rôles traditionnels. Le fait que les femmes peuvent aussi entretenir la famille est cependant envisagé positivement, ce qui fait que la migration féminine a une représentation plutôt ambivalente auprès de la communauté, comme transparaît de ce témoignage d'un enseignant père de famille :

« Présentement il y a aussi les femmes qui veulent partir, c'est contraire à notre éducation, mais certes avec l'émancipation de la femme, elles sont libres, elles peuvent voyager quand elles veulent. Mais il y a cette contrainte religieuse, traditionnelle, la femme généralement reste au foyer, est choyée, on lui donne tout ce qu'elle veut, mais comme maintenant elles sont aussi intégrées dans la fonction publique, elles sont enseignantes, étudiantes, elles peuvent aussi, pourquoi pas, voyager. (...) Mais les femmes qui sont ici et qui veulent voyager sont vues de mauvais œil, mais comme elles réussissent et aident aussi leurs familles, cela finit par être accepté. Si elles partent pour travailler et faire leur vie honnêtement, en gardant leur dignité, il n'y a rien de tel. Parce que la femme équivaut à l'homme maintenant, ce sont des traditions qui sont en train de disparaître ».

La question de la parité entre hommes et femmes est ainsi un élément explicatif central dans les migrations féminines, bien évidemment à côté des difficultés liées au contexte de crise socio-économique (cf. aussi, Djieb, Gaye, Guissé et Sow, 2001). Le changement des rapports traditionnels vers la parité peut dès lors être perçu autant comme une conséquence du phénomène migratoire des hommes, laissant aux femmes des migrants davantage d'autonomie et de liberté, et rendant le mariage

plus incertain pour les femmes célibataires les conduisant aussi à se réaliser autrement, que comme l'une des causes de la migration féminine. À son tour, la migration des femmes est également un facteur d'émancipation et de changement dans les rapports de genre, participant à une redistribution du pouvoir décisionnel à l'intérieur de la famille et de la société.

La question de l'éducation et de la fuite des cerveaux

La crise socio-économique du Sénégal et les traditions migratoires ont également un impact au niveau de l'éducation. Les investissements étatiques dans ce secteur ont baissé, ce qui a une répercussion sur le salaire des enseignants et sur les infrastructures éducatives, donc sur le climat scolaire. De plus, les projets migratoires tendent à se substituer, pour une bonne partie des jeunes, aux projets d'études, aussi car ils envisagent peu de débouchés après la formation, aussi universitaire. En ce qui concerne les jeunes qui décident ou qui ont la possibilité de poursuivre leurs études, ils sont confrontés aux conditions difficiles que traverse l'université depuis des années, ce qui induit une partie de ces jeunes à tenter de poursuivre leurs études en Europe ou dans d'autres pays. Et les personnes jouissant d'une bonne formation, les cadres ou les personnes au bénéfice d'une formation universitaire acquise dans leur pays, en raison des difficultés de trouver un emploi à la hauteur de leur formation et des bas salaires comparativement aux autres pays, sont de plus en plus induites à s'expatrier, ce qui fait que l'ainsi dite fuite des cerveaux s'intensifie.

Voyons maintenant de quelle manière ces diverses dynamiques ont été représentées dans le cadre des entretiens effectués.

La migration tend à se substituer à l'éducation

La difficile situation traversée par l'éducation des jeunes a été soulevée par nombreux interlocuteurs. Les témoignages ont mis en évidence un phénomène qui tend à s'accroître dans la communauté examinée, notamment le fait que les jeunes, en particulier les garçons, sont de plus en plus démotivés par la poursuite de leurs études après l'école primaire, car ils n'envisagent pas de pouvoir trouver un travail après leur formation, mais surtout, puisqu'ils ne pensent qu'à partir en migration. En effet, même s'ils réussissent à trouver un travail, les revenus envisagés sont minimes par rapport à ce qu'ils pensent pouvoir gagner en Europe, aussi en comparaison à ce que les migrants de la communauté réussissent à faire. Dès lors, ils sont amenés à arrêter leurs études et à travailler, aussi pour aider leur famille, dans l'espoir d'économiser suffisamment d'argent pour partir en Europe, ou attendent qu'on leur envoie de l'argent d'Europe pour acheter un visa, comme il transparaît du témoignage d'un jeune homme :

« Mon rêve de partir en Europe m'a empêché de continuer mes études, et maintenant je regrette, mais même si j'avais continué, les études universitaires sont chères au Sénégal. J'aime aussi jouer au football, mais j'ai dû tout arrêter car je dois travailler pour aider ma famille. Maintenant je travaille dans une auto-école, je n'ai pas assez d'argent pour le visa, mais j'aimerais rejoindre mes amis en Europe, ils sont tous là-bas, ils n'aiment pas beaucoup, ce n'est pas comme ils pensaient, mais le visa a coûté tellement cher qu'ils doivent rester là-bas pour travailler. Peut-être qu'ils vont m'aider pour le visa ».

Mis à part l'espoir de partir en Europe, les jeunes quittent les études aussi parce que leur famille, en particulier si elle n'a pas de migrants en son sein qui puissent l'aider, souvent n'a pas les moyens pour leur permettre de poursuivre leurs études, et ils sont obligés de chercher un travail pour l'aider.

« La plupart des jeunes d'ici n'a pas été à l'école, ou bien ils ont fait le cycle primaire et n'ont pas continué leurs études. Ils s'arrêtent par faute de moyens, ils sont des soutiens de familles et sont obligés de travailler pour subvenir à leurs besoins ».

Mais le phénomène des jeunes qui pourraient continuer leurs études et qui ne le font pas est aussi bien présent, et ceci parfois malgré les incitations des parents à continuer. Ils désinvestissent dès lors les études, font preuve d'échec scolaire, et décident d'attendre l'aide d'un parent en Europe pour pouvoir partir.

« Il faut avoir le courage de le dire. Il y a des jeunes qui ne sont pas obligés d'arrêter les études mais qui attendent les bras croisés qu'un frère leur envoie l'argent pour partir. Ils ne pensent qu'à ça toute la journée, ils ne font rien d'autre qu'attendre ».

Cette désaffection des études de la part des jeunes, en particulier des garçons, que l'on perçoit comme particulièrement marquée à Louga du fait de la grande propension à la migration, préoccupe en particulier pour le niveau de formation de ses habitants, où l'on envisage qu'il y ait dans le futur un nombre toujours moins important de cadres, en particulier de cadres hommes. L'on envisage cependant que ce rôle pourrait être occupé par les filles, qui sont plus nombreuses à suivre les études supérieures dans la région comparativement aux garçons, et qui réussissent mieux leurs études, aussi pour les raisons citées auparavant, que les garçons. Il semble ainsi qu'aussi à ce niveau, on va évoluer vers une réorientation des rapports entre les genres, notamment un investissement plus important des femmes dans la sphère des études, et par là, professionnelle.

Les conditions difficiles de l'éducation seraient aussi dues à un certain manque de motivation des enseignants en raison des bas salaires, et l'on signale souvent, aussi dans la presse, que beaucoup d'enseignants quittent leur travail pour partir en Europe, ce qui fait que ce rôle est de plus en plus couvert par des jeunes plus inexpérimentés et parfois non suffisamment formés, ce qui a des répercussions sur la qualité de l'éducation.

La crise universitaire

La vulnérabilité du milieu universitaire, comme de celui des études primaires et secondaires, est d'autant plus grande face à la tentation de migrer que les perspectives d'emploi, voire de réussite scolaire tout simplement, sont devenues plus limitées. Les universitaires interrogés désignent le blocage et les difficultés que l'Université de Dakar a connu depuis un certain nombre d'années déjà, suite à des grèves interminables et à des conflits entre les étudiants et les autorités universitaires, comme l'une des causes du désengagement grandissant par rapport aux études supérieures. La précarité financière, la diminution des dépenses publiques allouées à l'enseignement et à la recherche en raison des programmes d'ajustement accentuent la crise de l'université, participent à la démotivation des enseignants et à l'absence d'un environnement favorable aux études. Beaucoup d'étudiants arrêtent les études universitaires en raison des conditions d'études qui ne cessent de se dégrader:

« L'université de Dakar était prévue pour 6'000 étudiants et il y en a 52'000, voyez-vous ce que ça fait. Les étudiants se réveillent à 6h pour avoir une place. On a créé d'autres antennes universitaires, mais on est obligés de faire avec ».

« C'est difficile pour les universitaires car il y a des maîtrisards qui sont encore au chômage, ça pousse beaucoup de gens à arrêter l'université, ou à trouver un travail qui n'est pas à leur hauteur. À l'université il y a des gens qui vivent dans les couloirs, ils n'ont pas de chambre et bien que l'Etat ait construit d'autres universités, ça ne les satisfait pas, c'est loin de leur région, et ce n'est pas facile d'aller vivre dans une région où l'on ne connaît personne. Beaucoup d'étudiants n'ont pas la chance d'avoir une bourse, et pour aller à l'université, sans argent, ce n'est pas possible, vous n'allez pas pouvoir vous en sortir ».

En raison des difficultés de la situation universitaire, il y a donc des étudiants qui envisagent, lorsqu'ils ont la possibilité d'obtenir un visa et une bourse, d'aller étudier en Europe, et restent souvent là-bas à la fin de leurs études, ou alors sont aussi obligés d'allier études universitaires et travail en Europe, ce qui n'est pas sans conséquences sur la réussite de leurs études :

« Quand tu vas en Europe, souvent tu étudies pendant un an et après tu laisses tomber les études. Les étudiants ne suivent pas correctement leurs cursus car ils sont obligés de travailler à côté, la bourse de l'Etat ne leur suffit pas. Aussi car si tu pars là-bas, les gens d'ici pensent que tu gagnes beaucoup d'argent et que tu dois les aider, alors que ce n'est pas le cas. Tu vas pour étudier, mais ils pensent que tu as de l'argent. Alors ils laissent tomber les études et commencent à travailler. On sait ce qui se passe car avec les nouvelles technologies de l'information, on sait tout ce qui se passe, ils nous informent. Il y a des étudiants qui vont en Europe pour étudier mais après ils font du commerce. Des fois tu es obligé d'arrêter pour aider ta famille ».

En ce qui concerne l'exode des compétences ou fuite des cerveaux, qu'il s'agisse d'étudiants qui arrivent en fin d'études au Sénégal, d'enseignants universitaires, des cadres et des personnes exerçant un métier recherché en Europe, il aurait lieu principalement pour des raisons économiques, par l'absence d'un environnement professionnel ou universitaire stimulant, mais aussi tout simplement par la difficulté de trouver un travail dans leur domaine de compétence.

La représentation de la fuite des cerveaux

Cette question a soulevé des réactions passionnées auprès de nos interlocuteurs qui se sont exprimés à ce sujet, aussi en raison des discussions récentes dans la presse quant à l'engagement de la France dans une politique d'immigration choisie.

De manière générale la fuite des cerveaux est perçue de manière critique, actualisant une perception de l'exode des compétences qui se rapproche sous certains aspects de l'approche qualifiée dans la littérature de 'nationaliste'²⁷ (Dia, 2005). Il s'agirait en effet essentiellement d'une perte pour le Sénégal, traduisant l'asymétrie structurelle des échanges entre les pays du Sud et les pays du Nord. Ces cadres font bénéficier leurs compétences aux pays riches alors que l'Afrique, le Sénégal ont besoin de leur expertise pour leur développement. L'on reproche ainsi à l'Europe d'opérer des politiques migratoires attractives pour les personnes les plus compétentes dont le pays a besoin, ce qui ne favorise pas son développement. Dans une logique d'aide au développement, on considère qu'il s'agirait plutôt d'aider les personnes qui n'ont pas de qualifications, par exemple en les formant en Europe et en les faisant revenir ensuite dans leurs pays pour former d'autres personnes dans des domaines de compétences liés à leurs activités courantes, comme l'agriculture au sens large.

« Il y a la fuite des cerveaux, les intellectuels auxquels l'Etat a donné des bourses sont allés continuer leurs études en Europe et s'ils sont ensuite retenus par les Européens, qui va rester ici ? Des analphabètes, des personnes sans formation. L'Afrique paye ce tribut. Les gouvernements africains ne devraient pas accepter l'immigration choisie. Ce n'est pas la meilleure façon d'aider l'Afrique. La meilleure façon est d'aider les jeunes qui n'ont pas de qualifications. Mais prendre les cadres et laisser les autres ne peut pas aider l'Afrique. Si l'Europe décide de faire une immigration choisie, demander les experts, les cadres, cela va mettre à genou les pays Africains ».

Une telle représentation met en évidence non seulement les aspects négatifs de la fuite des cerveaux en termes de perte des compétences nécessaires au pays et à son développement, ce qui est bien explicité par le terme de 'brain drain', mais aussi la contradiction entre une visée d'aide au développement déclarée par l'Europe et la réalité des politiques migratoires pratiquées, qui auraient des conséquences contraires à l'objectif du développement.

D'autres aspects, comme le manque d'offre d'emploi répondant aux compétences effectives acquises par les personnes pendant les études, et qui sont obligées dans leur pays de s'adonner à des activités professionnelles qui n'exploitent pas leur potentiel, sont également avancés. En ce sens, la fuite des cerveaux serait pour ces personnes aussi une opportunité d'exercer et d'accroître leurs compétences dans un environnement plus stimulant, bien que les raisons économiques qui poussent à l'exode des compétences paraissent comme les plus motivantes.

« On parle d'immigration choisie, alors que nous-mêmes en Afrique nous avons besoin de cette crème instruite, sans ça l'Afrique risque de tout perdre. Certes, il y a le problème de l'offre, ce que gagne un ingénieur en Europe est au moins le quadruple d'ici. Certes la vie est moins chère ici, mais ils préfèrent travailler en Europe, aller là-bas et s'instruire davantage. Il y a beaucoup plus d'opportunité là-bas qu'ici. Mais il y a un problème de conscience. Il y a aussi l'entourage familial qui te pousse, ce qui intéresse est toujours l'argent ».

Tout en pouvant constituer une opportunité individuelle pour les personnes d'accroître leurs compétences et se réaliser davantage dans leur profession, dans les représentations autour du phénomène de la fuite des cerveaux auprès de nos interlocuteurs ne sont pas apparues des dimensions renvoyant au 'brain gain', c'est-à-dire à la possibilité pour le pays d'origine de bénéficier

²⁷ Les autres approches sont : 'brain waste', 'diaspora' et 'internationaliste', cf. Dia, 2005.

collectivement des apports de la diaspora intellectuelle grâce au transfert des connaissances et aux réseaux transnationaux. C'est qui semble compter davantage pour nos interlocuteurs est de ne pas favoriser l'exode de personnes compétentes, perçu comme contreproductif pour le développement, et d'améliorer les conditions du secteur éducatif, et bien sûr du pays, de manière à redonner confiance en l'éducation nationale.

Migration et développement

La question du lien entre migration et développement et de l'utilisation des transferts et de l'épargne des migrants a été une dimension centrale de l'analyse des représentations autour de la migration. L'argent des migrants sert prioritairement à l'entretien des familles, ce qui contribue certainement à leur survie et à l'amélioration des conditions de vie, mais constitue un obstacle à l'épargne. La contribution de la migration au développement local en matière d'infrastructures (aussi religieuses comme les mosquées, les écoles coraniques), d'amélioration des conditions de l'habitat et de dynamisation des secteurs du commerce et du bâtiment fait l'unanimité, bien que l'on soulève souvent des doutes sur l'utilité d'investir prioritairement dans l'immobilier. Les nombreux obstacles aux investissements productifs à long terme, en particulier la création de petites et moyennes entreprises, ont été également mentionnés. L'action des associations des migrants au niveau des initiatives de co-développement, en collaboration avec des instances publiques des pays d'accueil a été identifiée comme particulièrement prometteuse, bien que les difficultés pour réaliser ces projets soient également citées. Les migrants et les associations de migrants sont perçus comme des acteurs privilégiés du développement, en particulier du développement local, ou alors comme des intermédiaires entre les bailleurs de fonds des pays d'accueil et le pays d'origine, y compris les habitants de la communauté. Cependant, il s'agit pour les interlocuteurs d'améliorer la productivité des transferts et dépasser les nombreux obstacles qui se présentent lorsqu'on veut passer des intentions aux pratiques, ce qui devrait passer également par une collaboration plus importante de la part de l'Etat, aussi pour favoriser l'accès au crédit, et par une amélioration de la concertation et de la collaboration entre les migrants.

Voyons maintenant plus dans le détail ces divers aspects.

La contribution des migrants à l'entretien de la famille et les obstacles à l'épargne

L'argent épargné par les migrants, la plupart du temps accumulé en réduisant drastiquement les dépenses dans les pays d'accueil est, comme d'ailleurs largement documenté dans la littérature (Tall, 2002 ; Mboup, 2000 ; Riccio, 2007), prioritairement destiné aux dépenses familiales et à l'amélioration du logement familial. Dans la communauté, comme dans toute la région, une large partie des revenus des familles est en effet constituée par l'argent des migrants, bien que des membres de la famille s'engagent souvent à leur tour avec une partie de cet argent dans des activités commerciales contribuant avec plus ou moins de succès au budget familial. Si la durabilité de ce système suscite des questions, notamment la dépendance de l'argent des migrants et l'émergence de logiques et comportements 'assistentialistes', son apport dans la survie des familles est réel. Cet argent a en effet le mérite d'arriver à bon port, ce qui n'est que rarement le cas de l'aide publique au développement. À ce propos, mentionnons cependant une propension à un certain gaspillage d'argent dans les cérémonies (religieuses, baptêmes, mariages, funérailles), observée et déclarée de manière quelque peu autocritique par les membres de la communauté. Avec la migration et l'augmentation du capital à disposition des familles migrantes, les dépenses pour les cérémonies ont largement augmenté, comme l'on a mentionné auparavant pour les mariages, ce qui participe au gaspillage et renforce la tendance aux comportements ostentatoires attestant du succès et de la réussite des migrants et de leurs familles. Certains témoignages récoltés ont aussi critiqué une certaine tendance générale de la part des femmes des migrantes aux comportements ostentatoires et aux dépenses dans le domaine des bijoux et des habits, en particulier à l'occasion des cérémonies, aussi pour prouver la réussite du mari. Les migrants de retour aux pays envisagent que ces pratiques diminuent sensiblement leur capacité à épargner et à investir l'argent accumulé. De plus, lorsqu'ils retournent au pays, ils sont continuellement sollicités par les membres de la communauté et se sentent moralement obligés de les aider avec des dons d'argent. Ces comportements, bien que faisant partie de la tradition d'entraide et de solidarité caractérisant ces communautés, sont perçus comme un devoir mais aussi comme un poids

auquel ils ne peuvent que se soumettre, qui porte atteinte à leur capacité d'épargne, et qui fait que les investissements, immobiliers ou productifs, ne peuvent la plupart du temps se réaliser qu'après plusieurs années de travail en Europe.

La contribution des migrants au développement local et les obstacles à l'investissement productif

Selon l'avis commun, la contribution de migrants à l'amélioration des infrastructures communautaires a été essentielle, car c'est grâce à leur argent que le quartier a pu être doté de branchement d'eau, d'électricité, de reboisement, et d'amélioration des conditions d'habitat qui jusqu'à récemment étaient encore très précaires. En ce sens, les migrants ont pallié le désengagement du secteur public dans ce domaine en contribuant au développement, en particulier communautaire. Le secteur de prédilection d'investissement des migrants, comme déjà avancé, demeure l'immobilier. Des maisons modernes avec confort, parfois à étages, ont été construites un peu partout dans le quartier et dans toute la région, d'autres sont en construction, remplaçant progressivement les anciennes maisons en paille, ce qui contribue à une amélioration notable des conditions de vie des habitants et à un changement du paysage. La résorption de l'habitat précaire, la création d'infrastructures et les changements induits par les investissements immobiliers des migrants sont révélateurs de leur participation au développement. De plus, en ce qui concerne l'orientation vers l'investissement immobilier, bien qu'envisagé souvent en tant que peu productif, il s'agit aussi de ne pas ignorer ses retombées économiques indirectes et son rôle de création de nouveaux métiers. Les emplois induits par le bâtiment se renouvellent en effet d'un chantier à l'autre. Des nouveaux métiers dans le bâtiment et dans la construction bénéficient des retombées de l'argent des migrants. Les artisans engagés dans la production locale de matériaux entrant dans la construction des maisons ont vu leurs affaires se développer. Le commerce des matériaux de construction importés assure la prospérité de beaucoup de commerçants (cf. aussi Tall, 2002). Les conséquences économiques des investissements immobiliers sont quelque peu minimisées par ceux qui critiquent les migrants d'investir uniquement dans le bâtiment au détriment de petites entreprises, critiques qui ressortent de ces témoignages :

« Les migrants investissent tout leur argent dans le bâtiment, on parle de pauvreté en Afrique, mais si vous venez à Louga et vous voyez les belles constructions qui appartiennent aux migrants... Alors qu'il aurait des créneaux prioritaires. D'accord, le toit sous lequel on vit est prioritaire, mais investir des millions dans un toit alors qu'on pourrait investir dans une petite entreprise qui pourrait embaucher les personnes du voisinage ou de la famille... On investit des millions dans un bâtiment qui est là, inactif et passif, ça laisse à désirer ».

« Entre les migrants il n'y a pas de confiance, on dirait qu'ils construisent seulement une maison, ils se marient et c'est tout, ils bloquent leur argent. S'ils allaient se mettre ensemble pour faire des projets d'entreprises, ils pourraient donner du travail aux autres. Il n'y a pas d'organisation, c'est le gouvernement qui devrait les aider à installer des entreprises, aussi car ils ne peuvent pas le faire tous seuls ».

Ces témoignages soulignent en même temps deux obstacles importants à la création d'entreprises ou projets collectifs, le manque de confiance entre personnes, et le manque de soutien de la part de l'Etat pour la réalisation d'entreprises, qui implique des risques et demande des crédits, un environnement économique favorable et des structures bureaucratiques performantes. En ce qui concerne le manque de confiance, il serait dû selon les avis récoltés à des projets collectifs réalisés par des migrants dans le passé, surtout dans le domaine du commerce, où tout l'argent investi a été perdu par une mauvaise gestion ou par le gaspillage d'argent de la part d'associés ou membres de la famille restant au pays.

« Le problème est que les migrants sont un peu allergiques quand tu leur parles de projets communs, ils se disent que c'est toi qui reste et qui va tout gérer, donc que tu vas en profiter. Il y a une méfiance, même à l'intérieur de la famille. Il n'y a pas de confiance mutuelle. Certes, les premiers à s'associer ont eu des problèmes, il y a eu des gens prêts à s'approprier de l'argent, et les plus riches maintenant sont ceux qui sont parvenus à investir dans l'immobilier. Ils achètent aussi des appartements, des terrains, les construisent et font la location, aussi à Dakar ».

« J'ai essayé d'investir de l'argent ici en travaillant avec d'autres, trois fois, j'ai acheté une boutique à Dakar, j'ai mis de la marchandise dedans, j'ai donné à un frère à moi ou à des copains, mais cela n'a pas marché. Quand tu veux faire du commerce et tu donnes à quelqu'un, si tu n'es pas là, ça ne marche pas.

Tu reviens, tu fais tes calculs et tu ne trouves rien. J'ai gaspillé l'argent pour rien. Alors j'ai fait mon calcul et je me suis dit que pour travailler ici il faut rester, regarder avec tes propres yeux, pour savoir si ça marche ou pas ».

Ainsi, les expériences et les informations circulant autour des problèmes liés à une mauvaise gestion de la part d'associés induiraient les migrants à se méfier des collaborations, renforçant la tendance à investir prioritairement dans des secteurs individuels tels que l'immobilier, ou alors à envisager de s'engager dans des activités productives une fois rentrés définitivement au pays.

Ces activités productives sont la plupart du temps des activités commerciales ou d'import-export, grâce aux connaissances et aux réseaux acquis en migration, qui contribuent à dynamiser le secteur du commerce de la ville, et qui sont souvent porteuses de revenus et d'emplois, mais qui risqueraient, selon l'avis de certains, une certaine saturation du fait de l'importante expansion du commerce dans la ville et dans la région. D'autres secteurs d'investissement privilégiés par les migrants sont l'élevage et l'agriculture, en particulier le maraîchage. Le maraîchage est perçu comme particulièrement porteur de revenus et générateur d'emplois pour les femmes et les jeunes, bien qu'il demande un important investissement initial pour l'accès à l'eau. L'idée commence d'ailleurs à se répandre parmi certains membres de la communauté de s'engager à terme dans une revalorisation des terres de leurs ancêtres à quelques kilomètres de la ville pour développer le maraîchage et d'autres formes d'agriculture diversifiée, grâce aussi à l'existence d'un puits qui facilite l'accès à l'eau. Comme mentionné par l'un de nos interlocuteurs qui est chargé de l'élaboration des projets des migrants du quartier, il s'agira auparavant d'entreprendre un important travail de concertation et de rétablissement de confiance pour diriger les investissements des migrants dans un projet collectif d'agriculture.

Pour revenir aux obstacles en ce qui concerne la création d'entreprises, donc le passage du créneau de l'immobilier à la création de petites ou moyennes entreprises, comme semblent le demander les politiques et les experts de développement (cf. Bruzzone, Fall, Tall et Gueye, 2006), il s'agit de noter que l'accès au crédit formel est particulièrement difficile pour les migrants, surtout s'ils ne sont pas en mesure de fournir des preuves bancaires. Si la construction de logements peut être autofinancée, et se réalise souvent par tranches, il n'en est pas de même pour la mise en place d'industries. Le financement complémentaire et le partenariat sont ainsi des obstacles importants à l'investissement des migrants dans le secteur des entreprises, sans compter qu'il s'agit aussi d'acquérir des compétences en matière de gestion. Est demandée en ce sens une implication plus importante de la part de l'Etat et des banques pour favoriser l'accès au crédit, qui demeure d'accès difficile pour les migrants, ainsi que la formation dans le domaine de la gestion d'entreprise. La difficulté d'accès au crédit est décrite ainsi par un migrant réinstallé au pays depuis des années et qui a un projet de création d'entreprise.

« Je suis retourné au Sénégal en 1994. J'ai commencé par faire du commerce, mais cela n'a pas bien marché et j'ai arrêté. Maintenant je crée des porte-encens électriques, des lampes, des fours et des ventilateurs. Mais j'ai un problème de matériel qui me manque, par manque de moyens ça ne se développe par trop. J'ai demandé un crédit pour développer la production, aussi car j'ai beaucoup de commandes, les marabouts à Touba et à Dakar sont intéressés par mes créations, les porte-encens surtout, mais fabriquer par pièce ne m'arrange pas trop, j'aimerais en fabriquer par centaines. J'ai demandé une aide financière depuis longtemps, mais j'attends toujours. Si j'obtenais une aide financière, je pourrais créer une petite entreprise et prendre des jeunes travailler avec moi, créer de l'emploi. Quand j'étais à la chambre de métier de Louga, ils m'ont fait une carte professionnelle de chef d'entreprise, mais je n'ai toujours pas de crédit ».

Notons également que la propriété immobilière est l'une des rares garanties bancaires pour accéder aux prêts au Sénégal. En ce sens, l'investissement immobilier, bien que bloquant initialement d'autres formes d'investissement comme l'industrie ou l'agriculture, envisagées comme davantage capables de générer de l'emploi à long terme, peut se révéler dans le contexte actuel la stratégie la plus adéquate permettant, à terme, de contourner l'obstacle financier qui gêne l'accès au crédit bancaire (Tall, 2002).

Les initiatives locales de co-développement

Initialement conçu essentiellement en tant que soutien financier apporté par les pays d'accueil aux opérations de retour des migrants, le co-développement est défini également comme la participation des populations migrantes à des projets de développement dans leurs communautés d'origine. Les

migrants concernés peuvent ainsi se mobiliser individuellement ou sous forme d'association tout en étant établis dans les pays d'accueil, avec la contribution d'instances publiques des pays européens. Sa vocation première est de valoriser les efforts des migrants décidés à mettre leurs compétences et savoir-faire au service de leur communauté ou de leur région d'origine ou encore d'y promouvoir des activités productives ou des projets sociaux, avec une contribution financière des migrants appuyée par des fonds des pays d'accueil.

En ce qui concerne la communauté examinée, des migrants du quartier vivant en Italie se sont associés, avec le relais de l'association 'Self help' de Louga, dans l'idée de développer un projet qui puisse être utile au quartier, et répondre aux besoins communautaires. Après des réunions entre les migrants et les habitants du quartier, on a décidé de créer une crèche pour les enfants qui n'existaient pas encore dans le quartier, de manière à soulager les femmes et à leur permettre de s'engager dans des petites activités porteuses de revenu ou dans d'autres activités communautaires. Ce projet, qui a été réalisé en partenariat avec la mairie de Turin, les migrants du quartier et l'association Self help, a été par la suite appuyé par les autorités éducatives communales qui ont mis à disposition des enseignants. Les fonds des migrants et des partenaires italiens servent à payer la location de la maison et le matériel didactique, alors que les autorités assurent le paiement du salaire des enseignants. C'est ainsi actuellement un exemple réussi de collaboration entre migrants, partenaires étrangers, et autorités communales, bien que les obstacles pour sa mise en œuvre effective n'aient pas manqué, en particulier des conflits avec la mairie liés à la gestion des compétences respectives. D'autres projets sont en voie de développement, comme la création d'un jardin de maraîchage pour les femmes du quartier, et la création d'un poste de santé. Le témoignage de la personne chargée des projets des migrants du quartier décrit en ces termes ces projets de co-développement ainsi que ses obstacles, notamment en ce qui concerne la mise à disposition de la part de la mairie du terrain qui devrait abriter la nouvelle crèche et le poste de santé.

« La crèche, qui polarise 4 quartiers et qui n'est pas seulement pour les enfants de migrants, a contribué à la création de 5 emplois, des enseignants et un gardien. C'est pour les enfants de 3 à 6 ans. L'école a eu tellement de succès qu'on a dû refuser du monde, mais le problème devrait être résolu avec la nouvelle crèche. Un deuxième projet est un jardin familial, une parcelle d'agriculture de maraîchage pour les femmes. C'est un développement local. Il y a aussi un projet de poste médical dans le quartier, il y a un déficit notoire pour les postes de santé. Dans le terrain qui est ciblé pour les migrants, il devrait y avoir et la crèche et le poste médical. Mais la mairie refuse toujours de donner le terrain, ils avaient des arrières pensées sur l'association, ils disaient que les éléments n'étaient pas tous réunis. Il y a toujours des soucis politiques. Ils ont promis à plusieurs reprises le terrain, mais pour l'instant ils ne l'ont pas encore fait. Ce sont des jeux de cache-cache, c'est aussi une question de gestion de compétences ».

Ainsi, le fait que les migrants et leurs partenaires prennent de plus en plus le relais des autorités communales, comme c'est l'exemple aussi de ces projets de co-développement, bien que sans doute aussi perçu positivement comme le démontre le soutien à la crèche en matière des salaires, comporte une perte de pouvoir notable pour les autorités communales. Ce conflit entre compétences retarde la mise en place effective des projets, et le fait que les migrants suppléent toujours davantage l'Etat dans la mise en place d'infrastructures comporte aussi des tensions.

L'action des migrants en matière de développement, longtemps perçue comme peu productive ou paralysante dans la littérature concernée, est envisagée par l'ensemble de la communauté comme un pilier du développement local, bien que l'on souligne que des efforts doivent encore être fait pour favoriser la création d'entreprises, aussi avec l'appui de l'Etat, et pour rétablir la confiance entre les personnes dans le domaine des projets collectifs. En plus de leur investissement local en matière d'infrastructures et projets sociaux, et de leur rôle d'intermédiaire dans le co-développement, les migrants de la communauté sont de plus en plus concernés par un investissement immobilier individuel, donc par une accumulation financière. Bien que parfois critiquée en tant que comportement ostentatoire et peu productif, cette accumulation peut au contraire se révéler être le prérequis nécessaire à un futur engagement dans la création d'entreprises, dans un contexte de difficile accès au crédit où le titre foncier est l'un des principaux garants. Les migrants investisseurs pourraient dès lors être de plus en plus capables d'impulser les dynamiques économiques locales grâce à une forte accumulation financière et à des bonnes capacités de partenariat transnational (cf. aussi Tall, 2002).

L'Europe et l'Afrique

À partir des témoignages récoltés sur le terrain, a été dégagée une dimension renvoyant aux relations entre l'Europe et l'Afrique, et à leur lien avec la migration. L'ancienne colonisation française au Sénégal, les échanges commerciaux actuels et passés, le caractère transnational des migrations sénégalaises, faites d'allers et retours et de passage d'information, de produits et savoir-faire, ainsi que l'expansion des moyens de communication modernes (médias, Internet, téléphone), sont tous des facteurs participant à la perception d'une interconnexion entre les deux continents. L'Europe devient en ce sens une référence pour le Sénégal, ou plus généralement pour l'Afrique, non seulement un Eldorado qui focalise les rêves et les espoirs, mais aussi une source de comparaison qui induit à constater le retard de l'Afrique dans le développement, l'accroissement de l'inégalité au niveau des ressources, en particulier financières, et le statut asymétrique de leurs relations.

L'existence d'une telle comparaison, que par certains interlocuteurs a été qualifiée de 'regard tourné vers l'Europe', oblige ainsi à constater le retard de l'Afrique et son statut défavorable en termes de développement et de ressources, ce qui participe à un sentiment de frustration et conduit à critiquer les dirigeants des pays africains comme aussi responsables de cette situation. Ce ressentiment s'exprime aussi par rapport à l'Europe, en particulier en ce qui concerne le droit à la mobilité (pour une discussion autour de ce droit, voir Pécoud et de Guchteneire, 2007), un aspect que dans les représentations collectées ne saurait pas être sans conséquences sur la propension à migrer. Un profond sens d'injustice est ressenti en particulier par rapport à l'inégalité du droit à la libre circulation, et plusieurs répondants ont remarqué que si les Européens bénéficient du droit de voyager dans leur pays, et leur installation n'est pas sujette à restrictions, pour les Africains la mobilité vers l'Europe est entravée, étant donné l'accès difficile voire impossible au visa, ne serait-ce que pour voyager, sans visées migratoires. Certains vont jusqu'à dire que la difficulté de pouvoir circuler entre l'Europe et l'Afrique contribue au rêve de l'Europe, et motive les jeunes à vouloir partir par tous les moyens, aussi en migrant clandestinement, ne serait ce que par curiosité de voir cet Eldorado si difficile à atteindre. Plusieurs répondants ont observé en effet que lorsque le visa pour voyager en Europe n'existait pas, jusqu'au milieu des années 80, il n'y avait pas cette frénésie pour la migration que l'on observe actuellement parmi les jeunes. Bien que la situation socio-économique du pays se soit aggravée entre temps, il semble ainsi que l'intensification des migrations, en particulier clandestines, puisse aussi être perçue en tant que stratégie pour affirmer un droit à la mobilité (cf. aussi Battistella, 2007), dans un contexte caractérisé par la fermeture des frontières européennes et par une répartition inégale de ce droit entre Africains et Européens.

Ces témoignages reflètent quelques-uns parmi les aspects discutés :

« Pourquoi l'Afrique est si en retard ? Il faut investir davantage ici, faire fructifier les richesses qu'on a. Pourquoi on ne développe pas l'agriculture ? Regarde en Italie, en Espagne, il n'y a pas d'or, pas de diamants, pas de pétrole, et ils ont toutes les richesses. Au niveau de l'agriculture, ils ont du raisin, des tomates, tout. Et ici ? On est en retard, les présidents africains ne font rien. Nous avons de l'eau de bonne qualité, pourquoi l'Etat n'investit pas davantage pour favoriser l'accès à l'eau ? Nous pourrions aussi cultiver ce qu'on veut. C'est pourquoi les jeunes qui ont la conscience d'évoluer et d'avoir de l'argent partent. (...) Quand un toubab, on vous appelle comme ça ici, vient ici, à la frontière, on lui dit : passez. Et pourquoi nous ne pouvons pas passer en Europe comme ça ? Ne serait-ce que pour aller et revenir ? Rien que pour faire la curiosité de voir l'Europe, voir ce qu'est l'Europe, l'Eldorado ? Pourquoi ce n'est pas possible ? Vous êtes favorisés, vous n'avez pas de problèmes, on ne vous fouille pas, et pourquoi nous les Africains nous ne pouvons pas traverser l'océan, ne serais-ce que par curiosité, voir ce qui se passe et revenir ? »

« J'écoute RFI, BBC Afrique, je regarde tous les médias pour voir ce qui se passe en Europe, dans le monde, s'ils se développent, s'il y a un avancement ou retard. Ce que je constate c'est qu'il y en a qui dorment dans des bonnes chambres, et il y en a qui dorment dans des cabanes, comme ça arrive ici. On parle des droits de l'homme, mais on n'a rien fait pour nos hommes. Nos dirigeants sont trop faibles. Il y a une incapacité devant les dirigeants européens, l'Afrique n'a pas sa voix dans les instances internationales. C'est pourquoi elle est toujours minimisée, pillée par l'Europe ».

Ces éléments de comparaison entre l'Europe et l'Afrique sont ainsi sources de frustration et de sentiments d'injustice, et contribueraient au moins en partie au désir de migrer, la migration étant

perçue dès lors comme un moyen de rétablir une certaine justice sociale, ne serait que pour accéder au droit de mobilité et à une partie des ressources européennes, acquises, selon cette logique, aussi grâce aux contributions passées et présentes de l'Afrique. En effet, à partir d'autres témoignages récoltés, il apparaît que la référence à la colonisation, à l'exploitation passée des ressources est toujours vivante dans les esprits, est la migration en quelque sorte légitimée face aux injustices subies dans le passé, mais qui se perpétueraient aussi dans le présent :

« L'Afrique est pleine de richesses qui ont été et qui sont toujours exploitées par les Européens, par exemple nous avons l'or au Sénégal. Ils sont venus ici au 18^{ème} siècle, ils nous ont pris nos parents, nos richesses, et en retour ils ne veulent pas qu'on aille en Europe. La migration est aussi une conséquence de l'exploitation de nos ressources. C'est une profonde injustice et la migration se situe dans le cadre de cette profonde injustice. L'Europe a besoin de nous et nous avons besoin d'eux. La population européenne n'est plus toute jeune, ils ont besoin de nous pour travailler, et nous avons besoin de leur argent, donc de travail. Forcément il faut s'entraider ».

Dans ce discours, la migration est donc légitimée par rapport à la colonisation passée et aux échanges inégaux entre les continents en matière de commerce, aspects qui figureraient parmi les causes de la migration. L'on demande au niveau des politiques migratoires européennes une plus grande prise en compte des besoins respectifs de l'Europe et de l'Afrique. Il s'agirait dès lors dans cette logique d'évoluer vers des rapports de collaboration et d'entraide dans le domaine des politiques migratoires, en tenant en compte les besoins effectifs de main d'œuvre et de démographie de l'Europe, et de disponibilité de forces vives en Afrique, ce qui serait susceptible d'être bénéfique aux deux continents.

L'avenir du Sénégal

En ce qui concerne la perception de l'avenir du Sénégal, les avis sont partagés. Pour certains, l'avenir est sombre sans la possibilité de migrer et parvenir à améliorer sa propre situation, celle de la famille, et contribuer par là au développement de la localité d'origine. En ce sens, l'on demande des politiques migratoires plus ouvertes et un accès plus facile à l'Europe, sans devoir dépenser des milliers d'Euros pour un visa ou pour s'engager dans la migration clandestine. Ces répondants n'ont pas l'espoir que l'Etat puisse améliorer la situation économique du pays, aussi en raison des ses promesses non maintenues en matière de création d'emploi, et en raison de la flambée des prix qui accroît sensiblement les difficultés des familles. Ce manque de confiance en les autorités, souvent perçues comme ne pensant qu'à leurs intérêts, traverse comme déjà mentionné la plupart des témoignages réalisés, aussi étant donné la crise actuelle. Cependant, d'autres répondants, bien qu'on ne puisse pas les qualifier de confiants en l'avenir du pays ou en le gouvernement, se disent que les choses ne pourront pas continuer de cette manière, que l'Etat doit changer sa stratégie, que l'argent des bailleurs de fonds, de l'aide au développement, doit arriver à la base. Il s'agit en ce sens de créer des infrastructures, favoriser la relance de l'agriculture, avec des subventions et en facilitant l'accès à l'eau, et mettre à disposition des crédits pour les projets des jeunes, comme l'avance un acteur du développement :

« Mon souhait pour le Sénégal est qu'en ce moment de mondialisation, le gouvernement arrive à fixer les jeunes dans leurs terroirs, construire des postes de santé, des infrastructures, Internet, des pistes de production, tout pour que les jeunes puissent rester, et former les jeunes qui n'ont pas de qualification. Au Sénégal, il y a trop d'échec scolaire, aussi universitaire. Le gouvernement doit aider à trouver des métiers, à regrouper les jeunes, les migrants, en les subventionnant et non pas en détournant les objectifs. Dans 20 ans, si l'Etat ne subventionne pas les agriculteurs, ne les forme pas, ne facilite pas l'accès à l'eau, si l'aide au développement qui vient des bailleurs ne change pas de trajectoire et n'arrive pas à la base, le Sénégal sera dans l'oubli, et on va dire : 'Il était une fois le Sénégal' ».

Ainsi, si une partie des répondants perçoit que le futur du Sénégal ne peut être amélioré que par une poursuite dans les pratiques migratoires des jeunes, et par une amélioration de ses conditions, d'autres considèrent qu'il faut tout faire pour les fixer, pour leur redonner confiance, et que cette tâche appartient au gouvernement, avec la collaboration des bailleurs de fonds, plutôt qu'aux migrants. Les migrants peuvent certes contribuer au développement, mais la tâche appartiendrait avant tout à l'Etat. L'espoir que les jeunes restent au pays, et que l'Etat soutienne l'agriculture, est aussi l'idée d'un migrant de retour :

« Pour mes enfants, j'aimerais qu'ils trouvent ici un bon travail. Je crois que cela ne va pas continuer comme ça, ça va changer. Je demande au bon Dieu qu'il change tout, pour que nos enfants restent travailler ici. Je rêve que le Sénégal va se développer, surtout dans le domaine de l'agriculture. Dans l'agriculture, c'est l'Etat qui doit aider les paysans, aussi pour avoir l'eau ».

Parmi les jeunes interrogés, la plupart affirme de ne pas avoir confiance en l'Etat et en ses capacités d'effectuer des changements favorables pour le pays, cependant certains gardent l'espoir que la situation va changer, mais que cela viendra d'une prise de conscience et d'une action collective de la part des jeunes, d'une auto-organisation qui les amènera à trouver des solutions pour sortir de la crise dans laquelle se trouve le pays :

« Pour les jeunes, je leur souhaite une prise de conscience, c'est notre pays, personne d'autre ne viendra pour le bâtir, c'est nous-mêmes qui allons le bâtir, avant de demander l'aide de qui que ce soit. Je leur dis d'avoir confiance en Dieu et en eux-mêmes, de nous organiser pour changer notre vécu ».

D'autres témoignages envisagent aussi que la seule solution est de s'associer, mais dans un contexte politique qui se dirige vers la préférence européenne, un rôle essentiel pour l'avenir du pays doit être joué par les associations de migrants déjà établis en Europe. Il faut en ce sens que les migrants retrouvent confiance en leurs pairs, s'associent davantage et contribuent, sur place mais aussi depuis les pays d'accueil à créer des investissements productifs porteurs d'emploi. En ce sens, le rôle des autorités étatiques est mis au deuxième plan, le rôle principal devant être joué par les associations de migrants, aussi en partenariat avec des bailleurs de fonds des pays d'accueil, ou encore par une cotisation annuelle des migrants établis à l'étranger qui puisse participer à la création de projets pour les jeunes, comme proposé par le responsable des projets des migrants du quartier :

« L'avenir du Sénégal est dans l'association, des migrants aussi. Les canaux individuels ne portent pas grande chose. Tout un chacun sait que les migrations vont finir bientôt. Il y a la préférence de l'Europe de l'Est, pour l'Afrique ce sera des gens très instruits. (...) La seule solution à partir de cette migration est l'organisation. On a beau créer le Ministère des Sénégalais de l'Extérieur, mais c'est encore dans l'informel. Il faut que les migrants osent s'associer, en entreprise, en collectivité, pour créer quelque chose de palpable, de porteur d'intérêt, et à long terme. Car on ne croit plus en nous-même, on se dit que tout se trouve à l'extérieur. Il faut recréer cette confiance en nous-mêmes. (...) J'avais aussi proposé une cotisation de 100 Euros par année pour les migrants en Europe, pour des projets pour les jeunes, avec un droit de regard pour voir ce qui est fait. Les bailleurs de fonds peuvent aussi contacter directement les associations de migrants pour aider dans les projets, ils jouent le rôle d'intermédiaires. Avec l'Etat, on n'a pas de garanties à 100%, avec les migrants, on a plus d'espoir ».

Finalement, à partir d'autres avis récoltés se dégage une dernière logique qui pourrait se délinéer à l'avenir, c'est-à-dire à la fois un prolongement des pratiques migratoires, dans un cadre de légalité, et une meilleure organisation des migrants dans le développement de projets porteurs de revenus pour ceux qui restent. En ce sens, est souhaité un équilibre entre la poursuite de la migration et la possibilité pour les jeunes de trouver un emploi aussi dans le pays d'origine. Selon un tel raisonnement, grâce à la collaboration entre migrants dans le développement d'emplois pour les jeunes et à la poursuite des pratiques migratoires dans un cadre de légalité, la migration vers l'Europe pourrait être perçue dans l'avenir toujours davantage en tant qu'option et non pas comme la seule solution qui s'offre à eux.

Conclusions

Dans un univers caractérisé par une importante tradition migratoire, où le voyage occupe une place centrale dans l'imaginaire collectif, la migration apparaît comme une stratégie viable répondant à une complexité de facteurs psycho-socio-culturels et économiques. La crise socio-économique traversée par le pays figure au premier plan parmi les causes perçues de la migration, aggravée par les politiques de désengagement de l'Etat dans tous les secteurs (agriculture, pêche, éducation, santé, fonction publique, entreprises), ayant conduit à une raréfaction grandissante des emplois et des revenus provenant des divers secteurs économiques (agriculture, pêche, fonction publique, entreprises), dans un contexte de flambée des prix. À la crise s'ajoute un manque de confiance généralisé en l'Etat quant à ses capacités de garder ses promesses en matière de relance économique et de création d'emploi, et à faire bénéficier la population de l'aide publique au développement. Ces facteurs ont fortement réduit

l'espoir des jeunes, qui sont souvent amenés à considérer la migration comme la seule option qui s'offre à eux, et l'Europe comme un Eldorado où l'on peut gagner l'argent nécessaire à la création de projets personnels et collectifs. L'Europe focalise dès lors tous les rêves et les espoirs des jeunes, aussi d'aventure et de découverte, qui résistent aux informations sur les conditions de vie difficiles transmises aussi par les migrants de retour, mais que l'on choisit de ne pas écouter, dans une sorte d'exposition sélective à l'information, ou alors que l'on choisit d'affronter car c'est la seule manière perçue d'ouvrir les portes de l'avenir.

Un facteur essentiel à l'origine de la migration est l'exemple des migrants, c'est-à-dire leur capacité de subvenir aux besoins des familles et de la communauté (avec la création d'infrastructures et projets sociaux), de réaliser un projet de mariage, d'améliorer le confort de leur habitat et d'investir dans l'immobilier et dans d'autres secteurs porteurs de revenus (agriculture, commerce). Ces aspects, qui peuvent être aussi considérés comme une conséquence de la migration, notamment au niveau de ses impacts sur le développement local, sont ainsi également envisagés comme des causes centrales de la migration, où l'esprit d'émulation des jeunes par rapport aux migrants est fortement à l'œuvre. La migration, aussi clandestine, le visa, le permis de travail en Europe, sont ainsi de plus en plus envisagés comme un sésame devant ouvrir les portes de la réussite personnelle et sociale. Dans une même logique, d'autres causes, qui peuvent être aussi être conçues à la fois en tant que causes et conséquences de la migration, sont la saillance de la catégorisation entre migrants et non-migrants, familles avec ou sans migrants et la valorisation sociale dont les migrants et leurs familles jouissent au niveau de la communauté. Le fait que les migrants et leurs familles bénéficient non seulement de davantage d'argent, mais aussi d'un statut social plus élevé, conduit les non-migrants et leurs familles à ressentir une privation autant en termes de ressources matérielles que de statut social, ce qui fait que la migration devient aussi une véritable stratégie de reconnaissance (Honneth, 1999) et de mobilité ascendante. Ces processus seraient d'autant plus à l'œuvre qu'ils s'exercent dans un contexte socioculturel fortement caractérisé par l'importance de l'argent et du prestige social, qui seraient devenus particulièrement saillants à l'intérieur de la communauté aussi suite aux traditions migratoires.

En ce qui concerne l'émergence de la migration féminine, en particulier celle davantage active et autonome, ses causes seraient aussi, au moins indirectement, l'une des conséquences des traditions migratoires. En effet, la migration des hommes participe à l'autonomisation des femmes et à une évolution générale des rapports de genre traditionnels vers davantage de parité, aussi étant donnée une certaine baisse de la nuptialité qui amène les femmes à s'investir davantage en dehors de la sphère familiale, par exemple une activité professionnelle autonome, les études ou la migration. Dans la communauté investiguée, l'autonomisation et l'investissement des femmes dans la sphère publique semblent destinés à se poursuivre du fait que les garçons s'engagent généralement moins dans les études que les filles en raison de leurs projets migratoires. Se dessine donc par là, aussi en tant que conséquence de la migration, une évolution vers une redéfinition des rapports de genre et une redistribution du pouvoir entre hommes et femmes autant dans la sphère familiale que publique.

D'autres processus pouvant être envisagés comme à l'origine de la migration sont l'attribution d'une légitimité à la migration dans le cadre des relations inégalitaires présentes et passées entre l'Europe et l'Afrique. En particulier, ont été mentionnées l'exploitation des ressources africaines lors de la colonisation, l'inégalité des relations commerciales et politiques actuelles, l'exploitation des ressources intellectuelles (fuite des cerveaux, politique d'immigration choisie), l'existence d'un retard de l'Afrique dans le développement, et l'inégalité dans la répartition du droit à la mobilité entre les ressortissants des deux continents. Ces facteurs sont à l'origine d'un ressentiment vis-à-vis de l'Europe et d'un sentiment d'injustice diffus, pouvant aller jusqu'à l'humiliation (Traoré, 2008 ; Béji, 2008), sentiments qui s'expriment en particulier par rapport au droit à la mobilité et à la libre circulation. Dès lors, l'on irait chercher en Europe ce que l'on nous a retiré, et la migration, aussi clandestine, serait aussi conçue comme une stratégie de revendication du droit à la mobilité (Sané, 2007 ; Battistella, 2007), dans un contexte de répartition inégalitaire de ce droit, visant à établir des relations davantage égalitaires entre l'Europe et l'Afrique, aussi à un niveau symbolique.

Quant aux liens entre migration et développement, en particulier local, ils sont largement reconnus, surtout en matière d'infrastructures communautaires, projets sociaux, amélioration de l'habitat,

investissements dans des projets commerciaux, mais aussi agricoles. La propension à investir dans l'immobilier est considérée comme peu productive, bien qu'elle participe à la création de nouveaux emplois dans les métiers du bâtiment et dans le commerce de matériel de construction, et qu'elle soit l'un des prérequis pour l'obtention d'un crédit bancaire pour une éventuelle création ultérieure d'entreprises. L'évolution demandée est en effet une meilleure organisation et collaboration entre les migrants pour créer des entreprises ou des projets collectifs pourvoyeurs d'emplois pour les jeunes, nécessitant un encadrement de l'Etat en matière de création des conditions favorables à leur émergence (facilitations bureaucratiques, accès au crédit, climat économique favorable), aspects qui feraient actuellement défaut. De plus, la substitution grandissante des migrants et de leurs associations dans le développement et dans la mise en place d'infrastructure dans un contexte de désengagement étatique, du fait qu'elle implique une redistribution de pouvoir et des compétences, participe à l'émergence d'obstacles et retards dans l'implémentation de projets, et suscite parfois un manque de collaboration de la part des autorités. Mais le fait qu'un certain nombre de projets, comme c'est le cas spécifique de la crèche du quartier de Niang Bâ Mbodji, ait pu voir le jour et ait été par la suite appuyé par les autorités étatiques montre que ces obstacles ne sont pas insurmontables, et que l'intérêt commun peut finalement primer par rapport aux conflits de pouvoir et de compétence.

En raison aussi de l'importance de l'encadrement et des subventions étatiques dans la tradition politique sénégalaise de la post-indépendance, qui s'est progressivement réduite en raison des politiques d'ajustement structurel demandées par les bailleurs de fonds, on observe en général un 'appel à l'Etat' pour qu'il s'engage davantage dans des secteurs qui sont conçus comme étant de sa compétence. Bien que l'on envisage la contribution de la migration comme importante pour le développement, se dégage aussi l'idée que c'est l'Etat qui devrait favoriser la création d'emploi pour les jeunes, la subvention ou la mise à disposition de crédits à l'agriculture et à la pêche, la création d'infrastructures, la création d'un climat favorable à la création d'entreprises, aussi en dirigeant de manière plus transparente et ciblée l'aide publique au développement. En effet, l'on peut observer que les migrants sont investis de responsabilités accrues et d'attentes grandissante en matière de développement dans les discours actuels et dans la littérature, en particulier au sujet de la création d'entreprises, attentes qu'ils peuvent avoir en réalité, comme c'est d'ailleurs le cas, des difficultés à remplir. La responsabilisation accrue des migrants en la matière peut paradoxalement induire à dégager encore davantage l'Etat de ses tâches, aussi en ce qui concerne sa justification de l'utilisation de l'argent de l'aide publique au développement, et à dépendre de plus en plus de la migration pour pallier ses fonctions, dans une sorte d'assistentialisme déjà observé auprès des familles des migrants. Il ne s'agit pas selon cette logique de minimiser le rôle et les potentialités des migrants et de leurs partenaires étrangers dans les actions de développement, qui ont déjà et qui vont continuer à jouer un rôle important pour le pays, mais de ne pas focaliser exclusivement l'attention sur leur contribution en oubliant les devoirs et les rôles de l'Etat. On demande en ce sens à l'Etat de renouer avec sa fonction d'architecte social et économique, largement laminée par les programmes d'ajustement structurel (cf. aussi Diop et Faye, 2002).

Si le développement peut être perçu à la fois comme une conséquence et comme une cause de la migration, car les jeunes seraient motivés à suivre l'exemple des migrants aussi en raison du développement qu'ils participent à créer, il s'agirait aussi selon les représentations dégagées de parvenir à un équilibre entre la poursuite de la migration et le développement socio-économique du pays, susceptible d'offrir aux jeunes la possibilité de choisir si rester ou partir. Ceci demande une action concertée et un dialogue entre société civile, migrants, Etats, bailleurs de fonds, mais également la possibilité d'établir un cadre plus adapté des politiques migratoires internationales. Celui-ci devrait être en mesure de prendre sérieusement en compte les risques liées aux politiques actuelles, notamment en matière de migration clandestine et de précarisation dans les sociétés d'accueil, tout en considérant de manière lucide que la migration ne s'arrête pas avec la volonté de fermeture des frontières. Au contraire, comme suggéré par les représentations récoltées, une telle fermeture contribuerait à accentuer le désir de migrer, la curiosité des jeunes par rapport à l'Europe, donc à l'émergence d'une logique d'affirmation du droit à la libre circulation via la migration, tout en rendant les coûts des stratégies migratoires récentes trop élevés. Les lacunes et les paradoxes des politiques migratoires actuelles, mais aussi de celles en matière de développement, doivent être illuminés et investis d'une attention particulière de la part des gouvernements et de la société civile des pays

d'origine et des pays d'accueil. Les réflexions, les besoins et les arguments avancés par les entités directement impliquées dans ce phénomène, c'est-à-dire les communautés de départ et les migrants, doivent aussi participer à nourrir la réflexion et le débat public sur les migrations internationales, autant au niveau de la sphère publique qu'au niveau intergouvernemental. Les positions polarisées et alimentées de sensationnalisme, qui ne font qu'amplifier le problème, devraient dès lors laisser la place à des solutions véritablement concertées et constructives qui soient davantage pragmatiques (Habermas, 1997). C'est seulement l'exercice d'une logique de 'win-win' (Galtung, 1996), capable de considérer à la fois les bénéfices pour les pays européens et pour les pays africains, qui est susceptible de transformer les débats contradictoires en véritables dialogues, et permettre d'évoluer vers des décisions collectives susceptibles de favoriser l'établissement de rapports davantage symétriques entre l'Europe et l'Afrique.

Bibliographie

- Amadei, N. (2004). Raccontare la migrazione. *I fogli di Oriss*, 21/22, p.p. 61-72.
- Augé, M. (1979). *Symbole, fonction, histoire. Les interrogations de l'anthropologie*. Paris : Hachette.
- Ba, C. O. (2007). *Barça ou barzakh: La migration clandestine sénégalaise vers l'Espagne entre le Sahara Occidental et l'Océan Atlantique*. www.casaarabe.ieam.es
- Banks, M. (1996). *Ethnicity : anthropological constructions*. London ; New York : Routledge.
- Banks, M. (2001). *Visual Methods in Social Research*. London : Sage.
- Battistella, G. (2007). Migration without borders : a long way to go in the Asian region. In A. Pécout, P. de Guchteneire (Eds). *Migration Without Borders. An Investigation into the Free Movement of People*. New York, Paris: Berghahn Books/UNESCO.
- Béji, H. (2008). *Nous, décolonisés*. Paris : Arléa.
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris : Fayard.
- Bruzzone, T, Fall, P.D., Gueye, C. (2006). *Le milieu sénégalais et l'action transnationale des migrants*. Roma : CeSPI.
- Cattacin, S., Lavenex, S. (Eds) (2001). Debate: Immigration Policy. *Swiss Political Science Review*, 7(1-3).
- Cattacin, S. (2003). Migration, religion, pluralisme, dans migratio (Ed). *Migration et religion*. Lucerne: migratio.
- Ceschi, S. (2001). Trasmigranti con radici. Le ideologie della migrazione senegalese e la gestione collettiva del contatto interculturale in Italia. *La ricerca folklorica*, 44.
- CMMI (2005). *Les migrations internationales dans un monde interconnectés. Nouvelles perspectives d'action*. Rapport de la Commission Mondiale sur les Migrations Internationales.
- Dia, I. A. (2005). Déterminants, enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines : le Sénégal. *Global Migration Perspectives*, N° 32.
- Diagne, A., Daffé, G. (Eds). *Le Sénégal en quête d'une croissance durable*. Dakar/Paris : CREA/Karthala.
- Diop, M.-C. (2002). *La société sénégalaise entre le local et le global*. Paris : Karthala/UNRISD.
- Diop, M.-C., Faye, O. (2002). Les jeunes et la gouvernance de la ville. In M.-C. Diop, *La société sénégalaise entre le local et le global*. Paris : Karthala/UNRISD.
- Djieba, B., Gaye, A., Guissé, Y.M., Sow, O. (2001). Donne e migrazioni internazionali senegalesi : dalla marginalizzazione alla partecipazione attiva. In L. Perrone (a cura di), *Tra due mondi : Forme e grado di adattamento della società senegalese*. *Sociologia urbana e rurale*, XXIII, 64-65. Milano : Franco Angeli.
- DPS (2004). *Rapport de synthèse de la deuxième enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM 2)*. République du Sénégal, Ministère de l'Economie et des Finances.
- El-Hadji, E., von der Weld, M., Scialabba, N. (2001). *L'agriculture biologique au Sénégal*. Archives et documents de la FAO, Département du développement durable.
- Fall, P.D. (2003). *Migration internationale et droits des travailleurs au Sénégal*. UNESCO : Rapports par pays sur la ratification de la Convention des Nations Unies sur les droits des migrants.
- Faye, J., Ba, C. O., Dieye, P. N., Dansoko, M. (2007). *Implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural au Sénégal (1950-2006)*. Dakar ; I-PAR, Banque Mondiale, Coopération Française, ASPRODEB.
- Galtung, J. (1996). *Peace by peaceful means*. London : Sage.
- Habermas, J. (1997). *Droit et démocratie. Entre faits et normes*. Paris : Gallimard.
- Hirschman, A. (1995). *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*. Paris : Fayard
- Honneth, A. (1999). Intégrité et mépris. Principes d'une morale de la reconnaissance. *Recherches sociologiques*, 2, 11-22.
- Lessard-Hébert, M., Goyette, G., Boutin, G. (1997). *La recherche qualitative: fondements et pratiques*. Paris: De Boeck Université

- Jackobs, D. (2004). Alive and Kicking ? Multiculturalism in Flanders. *International Journal of Multicultural Societies*, 6, n°2, 189-208.
- Joppke, C., Morawska, E. (Eds) (2003). *Toward Assimilation and Citizenship. Immigrants in Liberal Nations-States*. Houndmills : MacMillan.
- Maggi, J. (2003). *Influences citoyennes. Dynamiques psychosociales dans le débat sur la question des étrangers*. Paris : L'Harmattan.
- Maggi, J. (2006). *Anthropologie visuelle et sociologie visuelle*. Programme doctoral romand en Sociologie, Université de Genève.
- Marfaing, L. (2003). *Les Sénégalais en Allemagne*. Paris : Karthala.
- Mbow, P. (2001). L'Islam et la femme sénégalaise. *Ethiopiennes*, 66-67.
- MacDougall, D. (1998). *Transcultural cinema*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Mboup, M. (2000). *Les Sénégalais d'Italie*. Paris : L'Harmattan.
- Moscovici, S. (1961). *La psychanalyse, son image et son public*. Paris : PUF.
- Moscovici, S. (1984). Le domaine de la psychologie sociale. In S. Moscovici (Ed). *La psychologie sociale*. Paris, PUF.
- Ndione, B., Broekhuis, A. (2006). *Migration internationale et développement. Points de vue et initiatives au Sénégal*. Working papers Migration and Development series. Report No. 8.
- OIM (2005). *World migration. Cost and benefits of international migration*. Genève : International Organisation for Migrations.
- Pécoud, A., de Guchteneire, P. (Eds) (2007). *Migration Without Borders. An Investigation into the Free Movement of People*. New York, Paris: Berghahn Books/UNESCO.
- Pink, S. (2001). *Doing visual ethnography*. London: Sage.
- Rhéaume, J. (2000). Le récit de vie en groupe : réflexions épistémologiques et méthodologiques. Dans : De Gaulejac, V., Lévy, A. (Eds). *Récits de vie et histoire sociale*. Paris : Eska.
- Riccio, B. (2005). Talkin' about migration - some ethnographic notes on the ambivalent representation of migrants in contemporary Senegal. *Wiener Zeitschriftung für kritischer Afrikastudien*, 8.
- Riccio, B. (2006). 'Transmigrants' mais pas 'nomades'. Transnationalisme mouride en Italie. *Cahiers d'études africaines*, 181.
- Riccio, B. (2007). 'Toubab' et 'Vù cumprà'. *Transnazionalità e rappresentazioni nelle migrazioni senegalesi in Italia*. Padova : CLEUP.
- Rouch, J. (1975). Essai sur l'avatar de la personne. *Colloques internationaux du CNRS, N° 544*. La notion de personne en Afrique noire.
- Rouch, J. (1979). La caméra et les hommes. In C. de France (Ed), *Pour une anthropologie visuelle*. Paris : Mouton.
- Ruby, J. (2000). *Picturing Culture: Explorations of Anthropology and Film*. Chicago: University of Chicago Press.
- Sall, B. (2007). Les défis des migrations africaines. *SHS Regard, Magazine du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO*. N°16, mars-mai 2007, p. 22.
- Sané, P. (2007). Forward to A. Pécoud, P. de Guchteneire (Eds) (2007). *Migration Without Borders. An Investigation into the Free Movement of People*. New York, Paris: Berghahn Books/UNESCO.
- Tall, S. M. (2002) L'émigration internationale sénégalaise d'hier à demain. In M.-C. Diop, *La société sénégalaise entre le local et le global*. Paris : Karthala/UNRISD.
- Tall, S. M. (2005). Un instrument financier pour les commerçants et émigrés mourides de l'axe Dakar-New York. In L. Harding, L. Mezzetti et A. Stocchiero, *Transnazionalismo e catene migratorie tra contesti locali*. Roma : CeSPI, Working paper 16.
- Touré, S.N. (2002). Tendances et perspectives de l'agriculture. In M.-C. Diop, *La société sénégalaise entre le local et le global*. Paris : Karthala/UNRISD.
- Traoré, A. (2008). *L'Afrique humiliée*. Paris : Fayard
- Wihtol de Wenden, C. (2007). *L'Union Européenne et les enjeux migratoires*. Forum Migrations de la FIDH. Lisbonne : Atelier sur les migrations en Europe occidentale.